

DE LA REVISION
des Procès
Criminels et Correctionnels
en matière coloniale indigène

PAR

R. P A R A N T

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 16 Mai 1938

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse : **M. HUGUENEY**

Suffragants : **MM. DONNEDIEU de VABRES**
SOLUS.

— AURILLAC —

IMPRIMERIE DU CANTAL

— 1938 —

**De la revision des Procès
criminels et correctionnels
en matière coloniale indigène**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA REVISION
des Procès
Criminels et Correctionnels
en matière coloniale indigène

PAR

R. P A R A N T

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 16 Mai 1938

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse : M. HUGUENEY

Suffragants : MM. DONNEDIEU de VABRES
SOLUS.

— AURILLAC —
IMPRIMERIE DU CANTAL

— 1938 —

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni im-
pro-
bations aux opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Le sujet de cet ouvrage nous a été suggéré par un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 18 décembre 1936 qui a déclaré irrecevable, en l'absence d'un texte prévoyant cette voie de recours, une demande en révision formée contre un jugement rendu en matière répressive, par une juridiction coloniale indigène.

La nécessité de relever les erreurs judiciaires s'impose cependant d'autant plus, qu'il s'agit de justice coloniale et plus particulièrement de justice indigène, car, en cette matière, les risques d'erreurs nous semblent multipliés.

L'apathie naturelle des indigènes, le peu de crédit qu'il convient souvent d'accorder à leurs témoignages, l'éloignement du justiciable des tribunaux, l'inorganisation de nombreuses régions lointaines, sont autant de difficultés auxquelles se heurte le magistrat instructeur et qui ne permettent pas aux affaires d'être aussi parfaitement instruites qu'à la Métropole.

L'absence fréquente d'avocat-défenseur et l'ignorance des indigènes, rendent la défense moins solide; les débats moins sûrs, la condamnation plus arbitraire. L'organisation même des tribunaux indigènes, réduite le plus souvent à un administrateur colonial et à deux assesseurs indigènes, est loin de présenter les mêmes garanties de discernement et d'impartialité que l'organisation judiciaire de la Métropole, malgré les efforts et la haute cons-

cience professionnelle des administrateurs coloniaux auxquels nous nous plaignons à rendre hommage.

Enfin l'étendue de notre Empire Colonial et le nombre considérable d'individus justiciables des tribunaux indigènes, nous conduisent à penser que l'étude de la réparation des erreurs judiciaires, en cette matière, n'est pas un simple jeu de l'esprit. Aussi l'avons-nous tentée avec enthousiasme, car si l'on veut que l'indigène ait foi en l'œuvre colonisatrice et en la mission civilisatrice de la France il ne faut pas que la possibilité d'une erreur judiciaire non réparée lui permette de contester l'autorité qui s'attache à la chose jugée.

Mais un tel sujet, apparemment restreint à des questions de droit pénal et de droit colonial, se rattache à bien d'autres branches de la Science Juridique.

Nous nous sommes demandés, en effet, nous plaçant sur un terrain purement doctrinal, si le rôle du Garde des Sceaux et celui de la Cour de Cassation, en matière de révision, n'étaient pas tels qu'il faille nécessairement admettre la possibilité de cette voie de recours extraordinaire en dehors de tout texte même en matière coloniale, même en matière indigène.

Or, l'étude du fondement du droit que possède le Garde des Sceaux de demander la révision, ressortit de l'Histoire du Droit et du Droit Constitutionnel, tandis que la détermination de ses conditions d'exercice, hors de la France Continentale, est une question de droit international public.

Puis, nous avons voulu rechercher la portée pratique de l'arrêt du 18 décembre 1936 et nous avons rencontré des questions relatives à l'applicabilité de certains textes aux colonies, questions qui relèvent du Droit Public. Enfin, l'examen des moyens qu'offre la Législation indigène pour réparer les erreurs judiciaires n'est pas toujours facilité par la clarté des textes qui régissent ces matières.

Ainsi, pour si séduisante qu'elle ait pu nous paraître, cette étude soulevait certaines difficultés devant lesquelles nous nous serions peut-être arrêtés, si le sentiment de traiter une question inconnue mais d'une réelle utilité pratique, ne nous avait encouragé à en chercher la solution.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

L'affaire Ramanankoraisina et l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 décembre 1936

Le 18 avril 1930, les nommés Lalahy, Ramanankoraisina, Naranina et Razafindrakoto traduits devant le Tribunal Indigène de 1^{er} degré de Brickaville (Madagascar), sous l'inculpation de vol et recel, furent condamnés à un an d'emprisonnement et 300 francs d'amende.

Les condamnations furent déterminées par les déclarations de six témoins qui constituaient de lourdes charges contre les inculpés.

Après avoir purgé leur peine, les condamnés adressèrent à Monsieur le Procureur Général, près la Cour d'Appel de Tananarive, une première requête en révision ; une nouvelle information fut ouverte, mais elle ne permit pas de découvrir les véritables auteurs du vol et fut close par une ordonnance de non-lieu générale.

Mais cette information avait établi que les témoins entendus au cours de la première affaire avaient déposé mensongèrement et des poursuites pour faux témoignage furent exercées contre ceux qui purent être retrouvés.

Cinq d'entre eux furent condamnés, le 16 juin 1932, par le Tribunal indigène de 1^{er} degré de Brickaville.

Cette décision fut partiellement infirmée par le Tribunal de 2^e degré de Tamatave, le 26 juillet 1933, qui renvoya des fins de la poursuite trois témoins qui n'avaient déposé mensongèrement que devant le juge d'instruction et n'avaient point commis le délit de faux témoignage.

Le sixième témoin, découvert ultérieurement fut condamné pour les mêmes faits, par jugement du Tribunal de Brickaville du 15 septembre 1933.

Ces condamnations pour faux témoignage devaient entraîner, par application de l'article 443, § 3, du Code d'Instruction Criminelle, la révision du jugement rendu le 18 avril 1930, contre Ramanankoraisina, Lalahy, Naranina et Razafindrakoto.



L'ARRET DE LA COUR DE CASSATION

C'est dans ces conditions que le 18 décembre 1936, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, saisie d'ordre du Garde des Sceaux aux fins de revision du jugement du 18 avril 1930, rendit l'arrêt suivant :

« A l'audience publique de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, tenue au Palais de Justice à Paris, le dix huit décembre mil neuf cent trente six,

« Sur le réquisitoire de M. le Procureur Général près la Cour de Cassation, d'ordre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, tendant à casser et annuler le jugement rendu le 18 avril 1930, par le Tribunal de 1^{er} degré de Brickaville qui a condamné les nommés Ramanankoraisina, Lalahy, Naranina et Razafindrakoto, chacun à un an de prison et 300 francs d'amende, pour vol et recel de sacs de café,

« LA COUR,

« Oui, à l'audience publique du 18 décembre 1936, M.

le Conseiller J. A. Roux, en son rapport, et M. l'Avocat Lyon-Caen, en ses conclusions ;

« Vu la lettre du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en date du 5 juin 1934 et le réquisitoire du Procureur Général près la Cour de Cassation, en date du 6 juin 1934, tendant à ce que soient déclarées recevables les demandes en revision des sieurs Ramanankoraisina, Lalahy, Naranina et Razafindrakoto, et que soit cassé et annulé, par application de l'article 443, § 3, du Code d'Instruction Criminelle, le jugement du Tribunal de premier degré de Brickaville, en date du 18 avril 1930, qui les a condamnés chacun à un an d'emprisonnement et 300 frs d'amende, pour vol et recel de sacs de café,

« Vidant son délibéré,

« Attendu que la révision est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte de loi exprès et positif,

« Que ni le décret du 9 mai 1909 organique de la Justice indigène à Madagascar, ni les décrets ultérieurs du 17 juillet 1926, du 18 décembre 1928 et du 24 septembre 1933 qui l'ont modifié, n'ont prévu par aucune de leurs dispositions ce recours devant la Cour de Cassation,

« Que l'article premier du décret du 28 novembre 1931 porte que les jugements et arrêts, rendus en matière indigène, à Madagascar et dépendances ne sont pas susceptibles de recours devant la Cour de Cassation,

« Que cette disposition est générale et absolue et ne fait pas de distinction entre le pourvoi en cassation et la requête en revision ;

« Attendu que le jugement de condamnation du 18 avril 1930, dont la revision est demandée par les sieurs Ramanankoraisina, Lalahy, Naranina et Razafindrakoto, a été rendu par le Tribunal indigène de Brickaville ;

« Que dès lors, leurs demandes sont non recevables ;

« Les déclare non recevables. » (1)

(1) Daresté, mars-avril 1937, 2^e partie, P. 88.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le fondement du Droit du Garde des Sceaux et le rôle de la Cour de Cassation

« La revision, précise le premier attendu de l'arrêt du 18 décembre 1936, est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte de loi exprès et positif. »

Le caractère exceptionnel de la revision est un principe qui n'a jamais été contesté et qui a été souvent affirmé par la Cour Suprême : « Attendu, dit-elle dans d'autres arrêts, que l'autorité de la chose régulièrement et définitivement jugée, est un des principes fondamentaux de toute législation, que la revision qui déroge à ce principe est par cela même une voie de recours tout à fait exceptionnelle, » (1)

Il en résulte notamment, que l'on ne saurait admettre la revision, hors des cas limitativement énumérés par l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle.

(1) Ch. Cri. 22 janvier 1898, S. 99 -- I — 174. Dans le même sens Ch. Cri. 31 juillet 1909, B. Cri. N° 416 et Ch. Cri. 31 juillet 1913, B. Cri. N° 381.

Mais, invoquer ce principe, pour déclarer irrecevable une demande en révision formée contre une décision d'une juridiction coloniale indigène, outre que cela puisse paraître contraire au texte même de l'article 443 qui admet la revision quelle que soit la juridiction qui ait statué, c'est ne tenir compte, ni du fondement du droit du Garde des Sceaux, ni du rôle que la Cour de Cassation est appelée à jouer en cette matière.

SECTION I :

LE FONDEMENT DU DROIT DU GARDE DES SCEAUX

Nous pensons que le Garde des Sceaux tient de ses fonctions mêmes, et non d'un texte de loi, le droit de relever les erreurs judiciaires.

On a accablé de critiques cette procédure, qui donne au Ministre de la Justice le pouvoir de repousser de sa propre autorité et sans contrôle judiciaire, une voie de recours qui, pour si extraordinaire qu'elle soit, devrait être, a-t-on pu soutenir, réservée à la seule connaissance des tribunaux.

On a pu s'élever contre « l'énormité de cet ordre donné à la Cour de Cassation, de casser un arrêt régulier en la forme, comme si la Cour de Cassation pouvait être investie du droit de casser par une autre autorité que celle de la loi (1). »

Sans prendre parti dans cette querelle, il est impossible de ne pas constater qu'en maintenant ce droit au Garde des Sceaux, les lois modernes n'ont fait que continuer les plus vieilles traditions en la matière. Cette immixtion d'un agent du pouvoir exécutif, dans le domaine judiciaire, ne peut se comprendre que par l'examen de l'évolution historique de l'institution.

Dans l'ancienne France, toute justice émanait du

(1) Fasy « la révision pour fait nouveau », thèse Genève 1899.

roi. S'il pouvait en déléguer l'exercice, la justice retenue lui donnait, néanmoins, la possibilité d'intervenir souverainement lorsqu'il le jugeait utile ou opportun, d'interrompre le cours de la justice par lettres de grâce, de rémission ou de revision, ou de suppléer arbitrairement à son action par lettres de cachet. De la seule volonté royale dépendait la réhabilitation d'un innocent et c'est à juste titre que Jousse donnait la définition suivante : « Les lettres de revision sont des lettres que le roi *accorde* (1). »

La justice retenue s'accordait mal avec les principes révolutionnaires. Mais il semble que si les législateurs de 1789 et 1792 supprimèrent la revision, c'est moins parce qu'il ne voulaient accepter cette intervention souveraine et arbitraire du roi dans le domaine de la justice, que par suite de la confiance que leur inspirait le système judiciaire qu'ils créaient.

Quoiqu'il en soit, le décret du 15 mars 1793 « relatif aux accusés condamnés comme auteurs d'un délit et dont les condamnations ne peuvent se concilier, et font ainsi la preuve de l'innocence de l'une ou l'autre partie », donnait au Ministre de la Justice le droit de saisir le tribunal de Cassation aux fins de revision.

Quelques années plus tard, le Code d'Instruction Criminelle consacrait la même procédure. Ainsi le souverain dépositaire de la toute puissance, source de toute justice, a disparu. Mais, en matière de revision, le Garde des Sceaux a recueilli sa succession et si la Cour de Cassation est libre d'admettre ou de rejeter la demande en revision, le Ministre de la Justice, selon l'expression employée dans l'exposé des motifs de la loi du 29 juin 1867, « reste le premier gardien de ce droit dont l'exercice touche à l'ordre public. »

Théoriquement, le contrôle ainsi exercé par un agent

(1) Jousse, traité de la justice criminelle en France.

du pouvoir exécutif sur les décisions de justice, peut s'expliquer si l'on veut bien admettre que la fonction juridictionnelle n'est jamais qu'une opération d'exécution des lois, c'est-à-dire une opération de nature exécutive (1).

Il semble que cette thèse ait été d'ailleurs adoptée par les législateurs révolutionnaires. S'ils réagirent contre toutes les formes sous lesquelles se manifestait la puissance souveraine et arbitraire du roi, et si, à ce titre, la justice retenue ne pouvait que leur paraître odieuse, par contre, l'indépendance que s'étaient arrogée les Parlements, les incitèrent à subordonner dans une certaine mesure, le pouvoir judiciaire aux deux autres. C'est ainsi qu'ils n'hésitèrent pas à placer le tribunal de cassation « auprès » du corps législatif, considérant sans doute que le juge ne peut qu'exercer une souveraineté subordonnée, puisqu'il a pour mission essentielle et unique d'appliquer la loi aux personnes (2). C'est ainsi qu'ils désirèrent, sans peut-être se rendre compte qu'ils revenaient aux anciens principes, réserver au pouvoir exécutif un certain droit de contrôle sur le pouvoir judiciaire, en donnant au Garde des Sceaux le droit d'apprécier le bien fondé des demandes en revision, droit qu'ils limitaient aussitôt, en énumérant limitativement les causes d'ouverture à revision, et en laissant à un tribunal le soin de statuer en définitive.

Mais l'immixtion du pouvoir exécutif n'en existe pas moins et nul ne peut obtenir la revision s'il n'a obtenu, au préalable, l'accord de la Chancellerie (3).

Les premiers commentateurs du Code d'Instruction

(1) Cf. Carré de Malberg, Duguit, Ducrocq.

(2) Artur, revue de Droit Public 1900.

(3) Dans les trois premiers cas de révision, le droit de demander la révision « appartient » non seulement au Garde des Sceaux, mais encore au condamné ou à ses représentants. Mais en fait, le Ministre de la Justice vérifie toujours, avant d'introduire la demande devant la Cour de Cassation, si le requérant se trouve bien en droit de demander la révision. C'est une large marge laissée à son appréciation.

Criminelle, pénétrés des anciens principes, non seulement ne se sont pas étonnés du droit que le législateur avait ainsi conféré au Garde des Sceaux, mais paraissent même avoir considéré que les limitations du Code ne s'imposaient pas dans tous les cas. C'est ainsi que l'on peut lire, dans le commentaire du Code d'Instruction Criminelle, de Carnot : « mais si Sa Majesté, usant de la Souveraine Puissance dont Elle est revêtue, ordonnait la revision d'un procès, hors des cas que le Code d'Instruction Criminelle détermine, les Tribunaux devraient s'empresser de déférer à ses ordres (1). »

Il est vrai qu'à l'époque de Carnot, le retour de la monarchie absolue pouvait peut-être, à lui seul, justifier une interprétation aussi hardie. L'opinion de ce jurisconsulte n'en est pas moins révélatrice de la persistance des idées de l'Ancien Régime, qui faisait du droit d'ordonner la revision un attribut de la Puissance Souveraine du Chef de l'Etat. Le Code d'Instruction Criminelle a réorganisé cette procédure ; il a notamment désigné le Ministre de la Justice comme la seule autorité susceptible de la mettre en mouvement. Mais pour Carnot cette réglementation ne saurait empêcher le Souverain, seule source de toute justice, d'évoquer à lui le droit donné au Ministre de la Justice, et d'en user, notwithstanding toute règle légale.

Poursuivant son commentaire, Carnot donne un autre argument à l'appui de sa thèse : « Puisque, dit-il, le Souverain a le droit de faire grâce, il a nécessairement celui d'ordonner la revision des procès que des circonstances particulières tirent de la règle commune (2). »

Dans la pensée de Carnot, le droit d'ordonner la revision est moins anormal, moins arbitraire que le droit de grâce. Son but n'est pas, en effet, de suspendre l'exécution d'une condamnation à laquelle rien ne peut être

(1) Carnot, Instruction Criminelle 1830, T. III, page 234.

(2) Id.

reproché, sinon la sévérité. Il tend à obtenir l'annulation d'une décision de condamnation qui n'aurait jamais été prononcée si toutes les circonstances de fait avaient été connues. Il porte, dit-on, gravement atteinte à l'autorité de la chose jugée. Mais quelle est l'autorité qui peut s'attacher à un jugement erroné ? Il est plus logique de reviser le procès d'un innocent condamné que de grâcier un coupable.

Au surplus, la grâce et la revision, considérées comme les attributs nécessaires de la Toute-Puissance Souveraine du Chef de l'Etat, dans laquelle elles puisent leur justification, n'ont pas toujours été aussi nettement séparées qu'aujourd'hui.

Lorsque Philippe le Bel institua, par son ordonnance de 1302, un mode de recours destiné à permettre le redressement des erreurs judiciaires, il le dénomma « grâce de dire contre arrez en nostre Parlement ». La confusion des termes révèle la confusion des institutions.

Jousse, dans son important traité de justice criminelle, assimile l'octroi des lettres de proposition d'erreur à une véritable grâce (1).

Le titre 16 de l'Ordonnance Criminelle de 1670 (2), consacré aux lettres Royales, traite simultanément des lettres de pardon et de rémission et des lettres de revision.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Carnot ait pu rapprocher les deux institutions et tirer de

(1) « Il fallait, nous dit Jousse, recourir au Prince pour avoir ces lettres de proposition d'erreur car on ne peut douter que ce ne soit ici une véritable grâce contraire au droit commun, puisqu'elle tend à détruire un jugement qui n'est point sujet à l'appel, à la différence de la requête civile qui est une voie de justice et non de grâce, fondée sur le dol ou sur d'autres moyens semblables qui n'attaquent ni les juges ni la substance du jugement mais la forme, au lieu que la proposition d'erreur est une ressource contre le fonds même du jugement et qui, par conséquent, ne peut s'accorder que comme une grâce. »

(2) Isambert, T. 18, page 371 et suivantes.

l'existence de l'une, un argument « a fortiori » pour l'autre.

Ce sont ces principes que la Cour de Cassation elle-même paraît avoir acceptés dans une espèce curieuse, l'affaire Ellenberg.

Ellenberg et Garçon avaient été condamnés le 18 juillet 1806. Plus tard, à l'occasion d'une nouvelle affaire dans laquelle Ellenberg était impliqué (acquittement), on découvrit qu'il avait été condamné à tort, la première fois, mais on ne pouvait poursuivre le véritable complice de Garçon, car la prescription avait couvert son crime.

L'erreur judiciaire était flagrante, mais le texte de loi était impératif. Il eût fallu pouvoir opposer à la condamnation qui avait frappé Ellenberg, une autre condamnation inconciliable avec elle et cela était impossible. Il n'y avait d'autre solution légale que de gracier Ellenberg. Cette solution fut rejetée avec raison par le Conseil Privé de l'Empereur, le 14 mars 1813, pour le motif qu'étant donné l'innocence d'Ellenberg « ce n'était point des lettres de grâce qu'on lui devait, parce que la grâce suppose le crime », mais des lettres d'abolition. En désespoir de cause, le Ministre de la Justice, son Excellence le Comte Molé, soumit la question à l'Empereur.

Napoléon, le 20 décembre 1813, accorda la lettre-patente que voici :

« Napoléon, par la Grâce de Dieu...

« au premier Président, aux Présidents et Conseil-
« lers à la Cour de Cassation, savoir faisons ce qui
« suit :

(— *Exposé des faits* —)

« D'après cet exposé, notre Grand Juge a conclu
« dans notre Conseil Privé le douze de ce mois, à ce

« qu'il nous plaise d'accorder des Lettres de Grâce à
 « Ellenberg ; sur lequel rapport, ayant entendu ceux qui
 « composent ledit Conseil, nous avons pensé que le
 « moyen proposé ne satisfaisait pas entièrement, à
 « l'égard d'Ellenberg, aux droits de la Justice, attendu
 « les fortes présomptions acquises sur son innocence ;
 « cependant, l'individu présumé coupable, étant cou-
 « vert par la prescription, il est impossible de prononcer
 « contre lui un arrêt qui, se trouvant inconciliable avec
 « celui d'Ellenberg, donnerait ouverture à vous faire dé-
 « noncer les deux jugements par notre Procureur Génér-
 « ral, ainsi qu'il est prescrit par l'article 443 du Code
 « d'Instruction Criminelle, à l'effet d'annuler l'un et
 « l'autre et d'envoyer les deux condamnés devant une
 « autre Cour pour une nouvelle instruction.

« ...L'Etat actuel de la législation, laissant sans re-
 « cours l'innocent condamné, dans le cas dont il s'agit,
 « nous avons jugé nécessaire de suppléer à cette insuf-
 « fisance de la loi, par une disposition rapprochée de
 « ce qu'elle a déterminé pour des faits analogues.

« Mendons et ordonnons que les présentes lettres de
 « revision gratuites, vous soient présentées par notre
 « Procureur Général, en audience publique, et trans-
 « crites sur vos registres. »

Les lettres-patentes ainsi accordées, demandaient à la Cour de casser l'arrêt de condamnation et « l'autorisaient », si elle le jugeait utile, à renvoyer devant un autre tribunal pour qu'il soit procédé à une nouvelle instruction.

Le 8 janvier 1814, Sections Réunies, présidées par Son Excellence le Grand Juge Ministre de la Justice, Comte Molé, la Cour de Cassation rendait l'arrêt suivant :

« Le Procureur Général Impérial requiert la lecture, publication et transcription sur les Registres de la Cour,

des lettres de revision gracieuses, accordées par sa Majesté l'Empereur, le 20 décembre 1813, à Sébastien Ellenberg, condamné par arrêt de la Cour de Justice Criminelle du département de la Dyle, du 18 juillet 1806.

« La Cour donne acte au Procureur Général de ses réquisitions et, y faisant droit, ordonne que lecture soit faite à l'instant des dites lettres de revision gracieuses par le Greffier de la Cour. Cette lecture terminée et les voix recueillies, la Cour ordonne que les dites lettres seront transcrites sur les Registres pour ycelles être exécutées selon leur forme et teneur. »

Cet arrêt n'annule pas expressément l'arrêt du 18 juillet 1806 de la Cour d'Assises de la Dyle. A-t-il été suivi d'une procédure de revision devant une Cour de renvoi ou faut-il considérer qu'il se suffit à lui seul, pour que soit proclamée l'innocence d'Ellenberg, qu'il admet d'ailleurs implicitement (1) ?

Quoi qu'il en soit, l'arrêt des Sections Réunies, a admis que la revision pouvait être ordonnée, hors des cas prévus par le Code d'Instruction Criminelle, au moyen de lettres de revision gracieuses, octroyées par le Souverain.

Cette solution hybride, illégale même en ce sens qu'elle n'est prévue par aucun texte, ne peut trouver sa justification que dans le caractère commun du droit de grâce et du droit d'ordonner la revision, considérés comme attributs de la Puissance Souveraine du Chef de l'Etat.

L'arrêt du 8 janvier 1814 est cependant resté isolé. « La question s'étant de nouveau présentée en 1818, nous dit toujours Carnot (2), dans l'affaire de la ferme

(1) Cette difficulté ne sera peut-être jamais résolue, car les archives criminelles de la Cour de Cassation ont été brûlées en 1871 et les recherches risqueraient d'être infructueuses.

(2) Carnot op. Cit., page 237.

Bezelée, et depuis encore dans celle de Wilfred Renaud, quoi qu'il y eût les présomptions les plus fortes de leur innocence, présomptions que l'on pouvait même dire équivaloir à des preuves, ce ne fut que la grâce pleine et entière qui fut accordée à la femme Bezelée et une simple commutation de peine à Renaud. »

Des motions furent présentées à la Chambre des Pairs, notamment par M. de Valence, afin d'élargir les étroites dispositions du Code d'Instruction Criminelle ; à l'appui de ces propositions furent entendus MM. de Lally-Tolendal, Portalis et Siméon (1). Mais la réforme ne devait aboutir qu'en 1867 et 1895.



Ce rapprochement entre la grâce et la revision ne nous aura pas été inutile et va nous permettre de définir le fondement de droit du Garde des Sceaux.

Le droit de grâce est, en effet, un droit constitutionnel. Il en est de même du droit du Garde des Sceaux de demander la revision.

La communauté d'origine des deux institutions a dicté le parallélisme de leur évolution ; leur nature est restée la même et elles sont aujourd'hui encore un attribut du pouvoir exécutif.

L'exercice des deux droits, il est vrai, n'appartient plus à la même personne, mais le Ministre de la Justice n'est-il pas mieux à même que le Président de la République pour apprécier le bien fondé d'une condamnation et l'utilité d'une procédure en revision ? Et si l'on tient à trouver une justification théorique à cette situation, ne peut-on admettre une délégation du Président de la République au profit du Ministre de la Justice, puisque d'une part, l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 autorise le Président de la Républi-

(1) Compte-rendu des séances de la Chambre des Pairs, mars 1822

que à surveiller et à assurer l'exécution des lois et que, d'autre part, la fonction judiciaire n'est qu'une opération d'exécution des lois ?

Ainsi, le droit du Garde des Sceaux de demander la revision est un *droit d'essence constitutionnelle* dont les codes et les lois récents n'ont fait que régler le détail.

Certes, aucun texte constitutionnel ne le mentionne. Mais n'est-ce pas une erreur « de croire que toutes les règles constitutionnelles fixant et limitant le domaine de l'activité des organes constitués, soient contenues dans les dispositions fort brèves, et souvent peu précises, de 1875 (1) ? »

Or, les règles résultant des lois constitutionnelles sont applicables de plein droit, à l'ensemble du territoire français, sur lequel s'étend sans partage la souveraineté française qui impose l'application de toutes les règles et lois fondamentales de l'Etat Français.

En ce qui concerne le droit de grâce, un avis en date du 4 avril 1930, du Comité Consultatif du Contentieux des Colonies, sur les recours en grâce formés par des condamnés des juridictions coloniales à la suite des incidents de Yen-Bay (Tonkin) a même précisé que : « du fait de son caractère constitutionnel le droit de grâce doit pouvoir s'exercer sur tout le territoire national », paraissant entendre par territoire national aussi bien le territoire des Colonies que celui des Protectorats.

Le droit d'essence constitutionnelle, qui appartient au Garde des Sceaux, en matière de revision, doit donc pouvoir être exercé, comme le droit de grâce, partout où s'étend la souveraineté française et notamment sur tout le territoire français.

(1) C. Rolland, *Revue de droit public* 1924.

SECTION II :

**DE L'EXERCICE DU DROIT DU GARDE DES SCEAUX
EN MATIÈRE COLONIALE****A — Colonies.**

Si les lois constitutionnelles de 1875 ne contiennent aucune déclaration reconnaissant au territoire des colonies le caractère de territoire français, cette solution ne peut cependant faire de doute, car elle est la conséquence obligatoire de l'annexion (1).

D'anciens textes constitutionnels, au surplus, l'avaient proclamé. Tel l'article 109 de la Constitution du 4 novembre 1848, qui porte : « Le territoire de l'Algérie et des Colonies est déclaré territoire français. » C'est un bel exemple de droit coutumier constitutionnel.

Il serait inadmissible qu'une terre coloniale, partie intégrante de la France, puisse se soustraire à sa souveraineté : « Le pouvoir souverain aux colonies réside dans la Nation Française, entièrement et non ailleurs (2). »

Dès lors, le fondement constitutionnel du droit souverain que possède le Garde des Sceaux, l'autorise à poursuivre, le cas échéant, la revision de toutes les décisions prononcées par toutes les juridictions coloniales, sans aucune exception.

B — Protectorats.

Bien que l'avis du Comité consultatif du contentieux

(1) Cf. A. Pichat, « les décrets en matière législative » et Penant 1936, 2^e partie, page 17. Cf. également Penant, janvier 1937 et janvier 1938 (Lampué).

(2) Conférence de J. Vidal, prononcée le 10 janvier 1934 au Centre d'Etudes Juridiques Coloniales de l'Union Coloniale Française, (Dar. : 1934).

des Colonies puisse prêter à confusion sur ce point, le territoire du protectorat n'est pas territoire français. Certaines décisions judiciaires et administratives, font expressément mention du territoire du protectorat, à côté du territoire français (1). La souveraineté de l'Etat protecteur ne s'étend pas intégralement sur le territoire de l'Etat protégé et si le protectorat se présente comme une restriction aux droits de ce dernier (2), il entraîne également un partage de souveraineté entre les deux Etats (3).

Il n'y a pas un abandon total de la souveraineté de l'Etat protégé à l'Etat protecteur ; il n'y a que l'abandon de certains droits. Un propriétaire, a-t-on dit, peut concéder des droits réels sur sa terre sans en perdre la propriété (4). Le souverain protégé conserve notamment le droit de légiférer pour les indigènes, réserve faite, cependant, pour certaines matières qui touchent à l'ordre public colonial et pour lesquelles l'Etat protecteur se réserve le droit d'intervenir dans la législation de droit privé de l'Etat protégé (5).

Dans un arrêt du 5 juillet 1899 (6), la Cour de Cassation a admis que les lois et coutumes des indigènes devaient « être considérées comme des lois étrangères puisque le protectorat n'est pas placé directement sous notre souveraineté ». C'est en vertu de ce même principe que sont maintenus les tribunaux indigènes.

Par contre, parmi les droits abandonnés par l'Etat

(1) Pichat, *op. cit.*

(2) Dr Ph. Kleintjes (rapport à l'Académie de Droit International Colonial, La Haye 1927). ~

(3) Girault (rapport à l'Académie de Droit International Colonial, La Haye 1927).

(4) Jallinek — Cf. Mérignac, *Traité de Droit International Public*.

(5) Cf. Solus « La condition des indigènes en Droit Privé ». Cette notion d'ordre public colonial devrait permettre d'introduire dans tous les cas et en toute matière la procédure en révision qui touche à l'ordre public.

(6) Cass. 5 juillet et 1899, Dar 1902 — I — 193, note Levillain.

protégé, il y a celui d'administrer la Justice, mais seulement en ce qui concerne les ressortissants de l'Etat protecteur. Dans cette mesure, bien que le territoire du protectorat français ne soit pas territoire français, la souveraineté française existe cependant sans partage, puisque les juridictions françaises ne sauraient être soumises à d'autre autorité qu'à l'autorité française.

Cette situation, en ce qui concerne l'exercice du droit de Garde des Sceaux de demander la revision des décisions judiciaires injustement prononcées, nous oblige à faire une distinction. La décision critiquée ou erronée émane-t-elle d'une juridiction française ? La demande en revision formée d'ordre du Garde des Sceaux est sans nul doute possible. La décision émane-t-elle, au contraire, d'un tribunal indigène ? On concevrait mal l'intervention d'une autorité quelconque de l'Etat protecteur dans le fonctionnement de la justice indigène, alors que ce droit ne paraît pouvoir appartenir qu'aux autorités de l'Etat protégé.

Cependant, en fait, il faut encore faire des distinctions. Dans certains protectorats, en effet, la souveraineté locale n'existe pour ainsi dire pas. Ainsi en Indochine le régime de l'Annam et du Cambodge se rapproche du protectorat proprement dit ; mais le Tonkin est administré par le Résident Supérieur qui exerce tous les pouvoirs revenant auparavant au représentant du Roi d'Annam ; le Tonkin reste, cependant, une dépendance de ce souverain qui est notamment le chef hiérarchique des mandarins subalternes pour le contrôle desquels il est assisté par des administrateurs français. Au Laos la souveraineté locale a complètement disparu, le roi de Luang Prabang n'exerçant son autorité que sur une faible partie du territoire et cette autorité étant purement fictive (1).

(1) Cf. Moresco « Les rapports de droit public entre la Métropole et les Colonies » (Académie de Droit International 1936 (T. 55) recueil des cours).

C — Pays sous mandat et autres formes de domination coloniale.

En matière française et pour les mêmes raisons que pour les Protectorats, nous admettons que le Garde des Sceaux peut user de son droit de demander la revision.

La question ne se pose donc qu'en matière indigène. En cette matière tout ce que nous avons dit des protectorats est vrai à un degré encore plus accentué des pays sous-mandat A.

Pour les pays sous mandat B, tels le Togo, le Cameroun, il est admis que le territoire placé sous mandat est distinct du territoire de l'Etat mandataire (1), mais pratiquement il est bien difficile de les distinguer des colonies ; il n'y a pas, dans ces pays, de souveraineté locale ; la souveraineté française s'exerce, en fait, sans partage. Les tribunaux indigènes, notamment, fonctionnent dans des conditions analogues à celles que la France a adoptées dans ses possessions voisines. En conséquence, il semble que l'on puisse admettre le Garde des Sceaux à demander la revision.

Quant aux condominia, telles les Nouvelles-Hébrides, et aux territoires cédés à bail, tels le Kouang-Tchéou-Wan, la souveraineté française s'y amenuise à tel point que nous ne pensons pas qu'il soit possible d'admettre l'intervention du Garde des Sceaux dans le fonctionnement de la justice indigène de ces pays.

*
* *

En conclusion le Garde des Sceaux a la possibilité de demander la revision de tous les jugements et arrêts rendus :

- 1) Par toutes les juridictions françaises,
- 2) Par toutes les juridictions indigènes statuant en matière indigène et qui ne sont soumises à aucune

(1) Cf. rapport de M. Duchesne, Directeur Général du Ministère des Colonies, Académie de droit international colonial, La Haye 1927.

autre autorité que celle de l'Etat Français, c'est-à-dire, de toutes les juridictions indigènes qui se trouvent en territoire français, ce terme ne désignant que les colonies proprement dites.

SECTION III :

LE ROLE DE LA COUR DE CASSATION

Devant quelle juridiction le Garde des Sceaux doit-il introduire la demande en revision ? La Cour de Cassation sera-t-elle dans tous les cas compétente pour en connaître ?

Historiquement la Cour de Cassation n'a pas, en cette matière, continué le rôle du Conseil des Parties qui recevait ces demandes et, le cas échéant, « ordonnait » qu'il soit procédé à la revision des procès criminels à « l'effet de quoi les lettres à ce nécessaires étaient expédiées (1) ». L'affaire était renvoyée devant le juge qui en avait connu ou, s'il y avait suspicion contre le premier tribunal ou faute trop grossière dans son premier jugement, les nouveaux débats devaient avoir lieu devant une cour supérieure.

Le Conseil des Parties ordonnait donc la revision, mais ne revisait pas lui-même. C'est, bien plutôt que la Cour de Cassation, le Ministre de la Justice qui est son continuateur, avec cependant cette différence que le Ministre « demande » alors que le conseil « ordonnait ». Cette nuance a son importance mais elle tient davantage à l'évolution des esprits et des idées qu'à l'évolution de l'institution. Dans un arrêt de 1826 la Cour Suprême a eu l'occasion de souligner ces observations en rejetant une demande qui avait été formée devant elle sans passer par l'intermédiaire du Garde des Sceaux.

(1) Isambert, T. XXII, règlement de 1783, première partie, Titre VII. Cf. également Jousse op. cit. page 790-791.

« Attendu que si la Cour de Cassation a remplacé l'ancien conseil d'Etat en tant qu'il statuait sur les demandes en cassation, la loi de son institution ne l'a constituée en aucun cas tribunal de revision. »

« Qu'en supposant que, relativement aux colonies, la disposition du Titre VII de la première partie du règlement de 1738, puisse encore être invoquée en matière criminelle, depuis que le Conseil des Parties n'existe plus et que les dispositions du Code d'Instruction Criminelle, sur la revision des jugements, sont intervenues, la Cour de Cassation serait sans pouvoir pour recevoir des demandes ou requêtes en revision et y statuer (1). »

Dès lors, et notamment lorsque la décision dont la revision est demandée n'émane pas d'une juridiction métropolitaine, le Garde des Sceaux ne pourrait-il pas, usant du droit général que lui confère les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, et opérant de concert avec le Ministre des Colonies, saisir aux fins de revision, une autre juridiction que la Cour de Cassation ?

On invoquerait à l'appui de cette opinion l'organisation judiciaire très spéciale des colonies et l'existence de pourvois en annulation, qui sont portés devant certaines juridictions coloniales et qui tiennent lieu de pourvoi en cassation.

Il faut distinguer, suivant qu'il s'agit de justice française ou de justice indigène.

En matière française, aucun tribunal colonial ne peut être comparé à la Cour de Cassation. Lorsque les Cours d'Appel coloniales statuent sur pourvoi en annulation, elles sont considérées, il est vrai, comme juridiction de cassation. Leurs arrêts en cette matière ne sont pas susceptibles de pourvoi en cassation (2).

(1) Cass. 30 septembre 1826, B. CrI. page 544.

(2) C'est du moins ce qu'a décidé la Cour de Cassation (Cass. Ch. CrI. 7 août 1900, D. P. 1900 — I — 473 ; contrat, note Sarrut. sous arrêt précité).

Mais ce recours en annulation n'est, en principe, prévu que pour les matières de minime importance, jugements de paix et de simple police, et ne peut jouer en matière criminelle et correctionnelle, seul terrain de la revision.

Par contre, en matière indigène, il est institué dans chaque colonie une juridiction supérieure, chambre d'homologation ou chambre d'annulation, investie d'un pouvoir analogue à celui de la Cour de Cassation, souvent même plus large, puisque ces juridictions sont à la fois juges du fait et juges du droit.

De nombreux textes, en précisant que ces juridictions statuent « souverainement » écartent par voie de conséquence, le pourvoi en cassation, tant contre leurs décisions que contre celles des tribunaux inférieurs qui ne peuvent être attaquées, le cas échéant, que par un pourvoi en annulation ou en homologation, porté devant ces hautes juridictions.

Lorsqu'il n'y a pas de texte, la jurisprudence décide que le pourvoi en cassation est écarté implicitement par les dispositions qui font de la chambre d'homologation ou de la chambre d'annulation, la juridiction supérieure de la justice indigène (1).

Cette solution est appuyée par une doctrine unanime. On fait valoir à son appui d'excellentes raisons (2). Le recours en annulation rend, en effet, l'usage du pourvoi moins lent et moins onéreux ; il ne nuit pas à la fonction d'unification de la jurisprudence de la Cour Suprême, puisque nos colonies ont leur législation propre et que la question d'unité de jurisprudence ne se pose qu'à l'intérieur de chaque colonie. Les recours en annulation constituent de véritables pourvois en cassation dont les Cours coloniales sont appelées à connaître,

(1) Cass. Ch. Cri. 14-15 février 1924, Dar. 1924, III, page 142.

(2) Cf. Solus op. cit. ; Moreau, « Le recours en annulation », thèse Poitiers 1912.

en vertu de la règle constamment appliquée d'après laquelle elles sont, en certaine matière, instituées cours régulatrices, et investies de certaines attributions de la Cour Suprême (1).

Il est certain, d'autre part, que les juges coloniaux sont mieux placés que les juges métropolitains pour apprécier tel ou tel point délicat de la législation locale, notamment en matière indigène. La connaissance de la législation locale ne va pas sans une connaissance approfondie de la colonisation et l'une comme l'autre exige une véritable spécialisation.

M. Crépon, conseiller à la Cour de Cassation, disait à ce sujet : « Il apparait quelque peu dérisoire de confier à la Cour de Cassation la mission de contrôler les décisions de magistrats infiniment mieux placés qu'elle, pour apprécier le sens et la portée d'une législation dont l'étude doit être une de leur constante préoccupation, parce que l'application leur en est continuellement demandée (2). »

Nous estimons, cependant, que la Cour de Cassation est la seule juridiction qui peut être appelée à statuer, d'ordre du Garde des Sceaux, sur les demandes en révision.

S'il est vrai que, selon l'arrêt de 1826, « la loi de son institution » ne lui a donné aucune compétence particulière en la matière, il n'en est pas moins vrai que les

(1) Cf. Cour d'Appel d'Afrique Occidentale Française, 21 Octobre 1904, Dar. 1905, page 45.

(2) Crépon « du pourvoi en cassation en matière civile » ; dans le même sens, Appert « du rôle de la Cour de Cassation dans l'application des lois étrangères ou indigènes » (Revue de droit International Privé 1913 p. 352).

C'est en tenant compte de ces difficultés qu'une proposition de loi a été déposée en 1902 par M. Deloncle tendant à la création d'une Chambre Coloniale à la Cour de Cassation (J. O. Documents parlementaires, Chambre des Députés, Sess. Extra. 1902 p. 327). Cf. également Moreau *op. cit.*

articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, lui attribuent une compétence qui paraît exclusive. Au surplus, la loi de son institution est peut-être moins, en matière de revision, le règlement de 1783, puisque la Cour reconnaît qu'en cette matière elle ne continue pas l'ancien Conseil des Parties, que le décret du 12 août 1790 qui l'a instituée « tribunal unique et sédentaire ».

De toutes façons, la Cour de Cassation, en matière de revision, « se meut sur un terrain tout autre que celui du droit commun et il serait souverainement illogique de limiter sa compétence en s'inspirant du principe général de son institution (1) ».

Si le législateur a cru devoir, pour des raisons qui, en définitive, ne sont que des raisons d'opportunité pratique, réserver aux cours coloniales la connaissance de nombreux pourvois en cassation, sous le nom de pourvois en annulation ou en homologation, il ne faut pas étendre cette compétence aux voies de recours extraordinaires, telles les demandes en revision. Si nous admettons bien volontiers que les juges coloniaux soient mieux placés que les juges métropolitains quand il s'agit de relever une erreur de droit, par contre on ne saurait soutenir que ces derniers ne puissent apprécier aussi justement, l'erreur de fait qui motive la demande en revision.

On ne saurait trop insister, d'autre part, sur cette idée que la revision est une procédure instituée, non seulement dans l'intérêt propre des individus injustement condamnés, ce qui n'est déjà pas négligeable, mais également, dans l'intérêt supérieur d'une bonne administration de la justice.

La Cour de Cassation, dans son arrêt du 22 janvier

(1) Naquet, *Revue de droit public*, 1900 «La révision pour fait nouveau ».

1898, dont nous avons déjà cité un attendu, l'a expressément déclaré : « la revision a été admise dans un intérêt supérieur d'équité et d'humanité ; elle permet d'accorder à celui qui a été la victime d'une erreur judiciaire, une réparation morale et matérielle, et d'autre part, d'assurer la bonne administration de la justice. »

L'intérêt général exige qu'une décision mal fondée ne puisse conserver l'autorité de chose jugée. Une seule erreur judiciaire soulève dans l'opinion publique des sentiments de défiance et de révolte envers l'administration de la justice, que n'effacera jamais la multitude des causes bien jugées.

Mais, par contre, l'autorité même qu'il faut accorder à la chose jugée, exige qu'il n'y soit porté atteinte que dans des cas et dans des conditions strictement déterminés, et nulle autre juridiction que la Cour de Cassation, placée au sommet de la hiérarchie judiciaire, ne serait, à cet égard, en état d'offrir les mêmes garanties de discernement et d'impartialité.

Enfin, admettre que les cours coloniales puissent statuer sur les demandes en revision, conformément à la procédure instituée par le Code d'Instruction Criminelle, c'est se résigner à voir le même texte de droit souverainement interprété par toutes les juridictions qui auront à en connaître. La rupture de l'unité de jurisprudence, qui résulterait de cette situation, apparaît d'autant plus grave que cette unité est particulièrement souhaitable en matière revisionnelle. Nous ne faisons que signaler cette difficulté que nous retrouverons par la suite en examinant la législation applicable en Afrique Equatoriale Française et, dans une certaine mesure, aux Comores.

Dernière objection : ne serait-il pas à craindre que les cours coloniales, fières de leur indépendance, conscientes de leur autorité, ne viennent, à propos d'une es-

pèce ayant donné lieu à revision, à créer des règles et à les appliquer ?



C'est pour ces raisons que la souveraineté conférée aux chambres d'homologation et d'annulation, nous paraît être une notion dangereuse dont il faut user avec prudence et qu'il ne faut pas assimiler à celle d'indépendance. En droit international public, il se peut que les deux notions soient synonymes. Mais dans l'ordre judiciaire, la confusion ne doit pas être faite. Lorsque l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 nous dit que « la justice est rendue souverainement par les cours impériales », il est bien entendu que leurs arrêts peuvent cependant être déférés à la censure de la Cour Suprême, qui, le cas échéant, les annulera. L'expression souverainement, a ici un sens précis et ne vise que l'appréciation des faits. Lorsque les décrets organiques de la justice indigène nous disent que les chambres d'homogation et d'annulation statuent souverainement, l'expression a un sens plus large que dans le cas précédent, puisque ces Cours sont juges souverains tant du fait que du droit ; il est certain que le pourvoi « vulgaire » en cassation n'est pas ouvert, puisque le pourvoi en annulation ou en homologation a justement pour objet de le remplacer. Mais la souveraineté de ces juridictions ne saurait avoir pour résultat de soustraire, dans tous les cas, la justice indigène à la censure de la Cour de Cassation. Lorsqu'une erreur de droit a été commise par une de ces juridictions, statuant sur un texte français, ou lorsqu'une erreur de fait vient à se révéler, les voies de recours extraordinaires, tels le pourvoi dans l'intérêt de la loi ou la demande en revision, doivent pouvoir être exercées devant la Cour Suprême. Lorsque la décision erronée émane d'une juridiction coloniale inférieure

cette solution s'impose encore avec plus de vigueur. Soutenir le contraire, c'est faire des juridictions coloniales, non seulement des juridictions souveraines, mais encore des juridictions indépendantes.

Aucune juridiction n'est indépendante. On ne songerait pas à nier la souveraineté de la Cour de Cassation et cependant, le Tribunal des Conflits n'exerce-t-il pas son contrôle sur les arrêts de la Cour Suprême, en les annulant au besoin ? Le 26 juin 1897, le Tribunal des Conflits a rendu un arrêt dans lequel il décide : « ...sont considérés comme nonavenus... ...l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 février 1896 (1). »

Les arrêts du Tribunal de Cassation des troupes militaires du Levant ne sont-ils pas susceptibles d'être annulés par la Cour de Cassation Métropolitaine ? Le 9 janvier 1936, la Cour de Cassation, Chambre Criminelle, dans une affaire Breton et Arrighi, a cassé, conformément aux dispositions de l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle, un arrêt de ce tribunal.

*
**

Au surplus, la Cour de Cassation, en l'absence de tout texte, se reconnaît compétente pour trancher les conflits de juridiction qui peuvent s'élever entre les juridictions coloniales françaises et les juridictions coloniales indigènes.

Nous citerons trois espèces, qui ont abouti à trois solutions différentes :

1) Arrêt du 17 janvier 1931 (2) :

La justice française et la justice indigène de la Côte Française des Somalis, avaient été toutes deux saisies de plaintes dans lesquelles plaignants et inculpés étaient arabes.

(1) Conflits 26 juin 1897 (première espèce) D. P. 1899, III, 66 ; Pandectes françaises 1899, IV, I.

(2) Dar. 1932, p. 35.

Règlant de juges, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a renvoyé devant le Tribunal indigène.

2) Arrêt du 8 août 1936 (1) :

La Chambre d'homologation de Madagascar et la Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel, s'étaient toutes deux déclarées incompétentes.

Règlant de juges, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation renvoya devant la Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel.

3) Arrêt du 5 janvier 1938 (2) :

Le Juge d'Instruction, saisi par le Procureur de la République de Tananarive à la suite d'une ordonnance d'incompétence du Président du Tribunal Répressif indigène, s'était déclaré également incompétent.

Règlant de juges, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation renvoya devant la Chambre d'accusation, et, pour le cas où celle-ci, après supplément d'information, reconnaîtrait l'incompétence tant du Tribunal Correctionnel que de la Cour Criminelle, la Cour de Cassation saisit le Tribunal indigène.

Peut-être, en ces matières, le contrôle et l'intervention de la Cour Suprême se légitiment-ils par la compétence éventuelle d'un Tribunal français ; peut-être, encore, pour reprendre la formule employée par la Cour dans quelques-uns de ses arrêts, les conflits de juridiction interrompent-ils le cours de la justice et il importe de les faire cesser.

Mais il n'en reste pas moins qu'un conflit ne peut être réglé que par une autorité de la juridiction de laquelle relèvent tous les tribunaux discutés. Si l'un d'eux est étranger, il n'y a pas lieu à règlement, la Cour de Cassation n'ayant pas qualité pour le saisir.

Il faut en déduire que les Tribunaux indigènes relè-

(1) *Dar.* 1937, II, p. 87.

(2) *G. P.* 26 février 1938.

vent de la Cour de Cassation et que leurs décisions sont, dans certains cas, soumises à son contrôle.



Aucun autre tribunal n'est donc susceptible, en matière de revision, de remplacer la Cour de Cassation. Le Garde des Sceaux, usant de son droit d'essence constitutionnelle, peut la saisir aux fins de revision, sans qu'aucun texte de loi lui en donne expressément la possibilité, de tous jugements et arrêts rendus par des juridictions françaises ou par des juridictions indigènes, statuant en territoire français.

CHAPITRE SECOND

Portée pratique de l'arrêt du 18 Décembre 1936

Le principe posé par la Cour dans l'attendu premier de l'arrêt, aux termes duquel la revision est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte exprès et positif, est aussi général que possible et ne fait aucune distinction entre la justice française et la justice indigène.

Aussi, il convient de rechercher si un texte a prévu, en matière coloniale, les demandes en revision.

SECTION I :

LA DEPECHE DU 29 JUIN 1895

On lit dans Sol et Harranger, 1^{re} partie, T. II, en note sous l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle : « La loi du 8 juin 1895 a été promulguée dans toutes les colonies, en application d'une dépêche ministérielle du 29 juin de la même année. »

Voici le texte de ce document (1) :

« Le Ministre de la Marine, à Messieurs les Vice-Ami-

(1) B. O. C. p. 583.

raux, Commandants en Chef, Préfets Maritimes, Gouverneurs des Colonies, Officiers Généraux, Supérieurs et autres Commandants à la mer,

« 29 juin 1895,

« Notification d'une loi du 8 juin 1895 sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes des erreurs judiciaires.

« Messieurs, vous trouverez ci-après reproduit le « texte d'une loi promulguée au « Journal Officiel » du « 11 juin 1895 et ayant pour objet de modifier le chapitre III du Livre II du Titre III du Code d'Instruction Criminelle.

« Les nouvelles dispositions contenues dans cet acte « concernent la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes des erreurs « judiciaires.

« Vous voudrez bien faire annoter, sur les exemplaires des Codes mis à la disposition des juridictions « placées sous votre autorité, la présente loi dont le « bénéfice peut être réclamé en matière criminelle et « correctionnelle, par tout condamné *quelles que soient « la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été « prononcée* (1).

« Recevez...

« C. BESNARD. »

Une simple dépêche ministérielle peut-elle promulguer une loi dans les colonies françaises ?

En principe, en dehors des lois faites spécialement pour les colonies, et de celles qu'une disposition de leur texte y déclare applicables, aucune loi métropolitaine, qu'il s'agisse d'une loi nouvelle ou d'une loi modificative ou abrogative d'un texte antérieur, ne peut devenir obligatoire aux colonies si un décret du Chef de l'Etat ne l'y a pas déclarée applicable.

(1) Ce membre de phrase est en italique dans le texte.

La jurisprudence s'est montrée, dans de nombreux arrêts, très affirmative sur ce point.

C'est ainsi que le Tribunal supérieur d'Océanie déclare (1) :

« Les lois et règlements en vigueur dans la Métropole ne peuvent être rendus applicables aux colonies, que par une disposition générale et expresse de la loi ou d'un décret. »

La Cour de Cassation a confirmé, à de nombreuses reprises, cette jurisprudence : « Ne sont pas applicables, précise-t-elle, aux colonies régies par l'article 18 du Sénatus-Consulte de 1854, les lois métropolitaines qui n'y ont pas été déclarées applicables par décret et régulièrement promulguées par arrêté du Gouverneur. »

« Cette règle s'applique même aux lois métropolitaines abrogatives ou simplement modificatives, de codes ou lois antérieurement promulgués (2). »

Cependant, par exception, certaines lois métropolitaines peuvent être applicables dans les colonies, en dehors de toute déclaration expresse d'applicabilité, s'il résulte des circonstances, que le Parlement a entendu statuer pour l'ensemble des territoires. La jurisprudence a parfois reconnu cette volonté tacite du législateur, notamment pour la législation spéciale à certaines catégories de personnes et constituant leur statut. On peut citer la jurisprudence qui reconnaît l'applicabilité aux colonies de la législation sur les accidents du travail sans exiger une mesure d'introduction formelle, tout au moins dans le cas où le contrat de travail a été conclu dans la Métropole (3).

La loi du 8 juin 1895 ne contient aucune disposition la rendant expressément applicable aux colonies. Il

(1) Dar. 1898, p. 136 (Tri. Sup. Océanie 18 juin 1896).

(2) Cass. Ch. Cri. rejet 8 mars 1900 Cochinchine (Dar. 1900 p. 4).

(3) Paris 16 mars 1925 (Penant 1926. I. 289).

semblerait donc que seul un décret du Chef de l'Etat, suivi d'une promulgation régulière dans la Colonie, aurait pu y permettre son application.

Et cependant, B. Sol et D. Harranger affirment que cette loi « a été promulguée dans toutes les colonies, en application de la dépêche ministérielle du 29 juin 1895 ».

L'autorité de ces auteurs nous incite à penser que le Ministre de la Marine de l'époque était parfaitement en droit de considérer que la loi du 8 juin 1895 pouvait être étendue aux colonies, sans décret ni promulgation. Il n'a fait, en définitive, qu'interpréter, extensivement certes, mais logiquement, le premier article de la loi, aux termes duquel la revision peut être demandée « quelle que soit la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée. »

Pourquoi cette expression très large ne comprendrait-elle pas les juridictions coloniales ?

Il est vrai qu'aujourd'hui on pourrait se demander si l'expression si largement interprétée par le Ministre de la Marine constitue la disposition « expresse et positive » que réclame la Cour de Cassation...

Le législateur colonial lui-même ne semble pas avoir accordé un grand crédit à la légalité de la dépêche du 29 juin 1895. En effet, la loi de 1895 a été promulguée « à nouveau », à la Guyanne par décret du 13 mai 1902, en Nouvelle-Calédonie, par décret du 15 mars 1907, aux Antilles, à la Réunion, par décret du 10 novembre 1908 et en Afrique Occidentale Française par décret du 5 avril 1912.

Et cependant, l'initiative prise le 29 juin 1895 par le Ministre de la Marine peut être approuvée sans réserve. Elle comble une lacune et répond à l'équité. Elle admet implicitement le principe aux termes duquel la revision est une voie de droit qui ne doit pas être limitée à quel-

ques rares privilégiés, mais qui doit, au contraire, être étendue à tous ceux qui, victimes d'une erreur judiciaire, peuvent prouver leur innocence en invoquant l'un quelconque des moyens prévus par la loi, quelle que soit la juridiction qui ait statué.

La jurisprudence n'ayant jamais été appelée à se prononcer sur la légalité de la dépêche du 29 juin 1895, nous estimons que les demandes en revision formées contre les décisions rendues en matière criminelle et correctionnelle par les juridictions coloniales, sont toujours recevables.

Mais, à ce principe, il faut, malheureusement, apporter une restriction considérable. La dépêche du 29 juin 1895 n'a pu rendre applicable la loi du 8 juin 1895 qu'en matière française. Il n'est pas douteux que ses rédacteurs n'ont eu en vue que les juridictions françaises et que, volontairement ou non, ils ont exclu des décisions susceptibles de recours en revision, les décisions rendues en matière indigène.

Notre interprétation résulte des termes mêmes de la dépêche : « Vous voudrez bien, dit le texte, faire annoter les codes mis à la disposition des juridictions placées sous votre autorité. » Il ne peut s'agir que des codes métropolitains, modifiés ou non pour leur application à la colonie, et mis à la disposition des juridictions françaises. Les tribunaux indigènes, s'ils possèdent des codes auxquels ils se réfèrent quand la barbarie ou les lacunes de la coutume les obligent à faire appel à la loi française, raison écrite, n'appliquent le plus souvent que la loi ou les coutumes indigènes non codifiées.

*
* *

En résumé, la question posée par l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 décembre 1936, n'a pas à être envisagée dans les colonies où n'existent que des juridictions françaises, appliquant en toute matière le droit fran-

çais. Tel est le cas, notamment, des Antilles, de la Guyane, de la Réunion, de l'Inde (exception faite des affaires dites de caste, mais il ne s'agit plus de justice répressive), de la Nouvelle-Calédonie et de Saint-Pierre et Miquelon.

C'est le cas, également, de nos possessions de l'Océanie, à quelques exceptions près : les Iles Sous-le-Vent, que nous étudierons dans un chapitre spécial et trois des îles de l'archipel des Iles Australes, Rurutu et Rumatana où sont appliquées les lois indigènes, codifiées par une ordonnance rendue exécutoire par arrêté du Gouverneur Général du 18 septembre 1900, et Rapa. Mais la législation indigène, appliquée dans ces îles, est trop primitive et trop insuffisante pour qu'il puisse être question d'appliquer la procédure prévue par notre Code d'Instruction Criminelle, qui nécessite une organisation judiciaire plus évoluée.

Pour les protectorats, nous avons précédemment montré que l'on ne saurait admettre, en matière indigène, l'exercice du droit du Garde des Sceaux, de demander la revision. Nous l'avons admis, par contre, en matière française ; la dépêche du 29 juin 1895, vient confirmer nos conclusions. Il ne subsiste donc plus aucune difficulté pour les protectorats. Nous n'en reparlerons plus, exception faite cependant du Laos, que nous avons assimilé à une colonie.

Les mêmes remarques sont à faire pour les pays sous mandat et autres formes de domination coloniale, sous réserve des mêmes exceptions en ce qui concerne le Togo et le Cameroun.

Nous laisserons de côté l'Algérie, puisque le pourvoi en cassation et le pourvoi en revision sont admis en matière répressive, comme ils étaient admis contre les

jugements des tribunaux répressifs indigènes avant le 1^{er} Mai 1930, date à laquelle ils furent supprimés (1).



Nous n'étudierons donc la possibilité des demandes en revision que dans les colonies où existe une justice indigène. Cette expression, sous son apparente uniformité, enveloppe, en réalité, de multiples formes de juridictions.

Dans certaines colonies (Iles Sous-le-Vent), nous trouverons des tribunaux strictement indigènes, composés d'indigènes et jugeant suivant la loi indigène.

Dans d'autres, au contraire, nous trouverons des tribunaux français qui, parfois, statuent en matière indigène (Cochinchine). Ailleurs ce seront des tribunaux composés d'Européens et d'assesseurs indigènes, mais suivant les colonies, ils appliqueront la loi et les coutumes indigènes (Afrique Occidentale Française, Afrique Equatoriale Française, etc...) ou au contraire la loi française (Comores, Mayotte et dépendances).

La seule différence générale qui puisse être relevée entre la justice française et la justice indigène, est que celle-ci est applicable aux européens et assimilés, c'est-à-dire gens de race blanche, par opposition aux autres étrangers qui se rapprocheront plutôt de l'élément indigène et qu'on mettra sur le même pied que lui, tandis que celle-là n'est applicable qu'aux indigènes et assimilés.

(1) Cf. Cass Ch. Cri. 30 juillet 1926 déclarant recevable une demande en révision formée d'ordre du Garde des Sceaux contre un jugement du tribunal répressif indigène de Tebessa, dans une affaire Adhmed Ben Salam.

SECTION II

DEMANDES EN REVISION ET POURVOIS EN CASSATION

Après avoir affirmé que la revision est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte de loi exprès et positif, l'arrêt du 18 décembre 1936 constate qu'à Madagascar aucun texte n'a prévu le recours en revision et que, d'autre part, le pourvoi en cassation est formellement interdit contre les jugements rendus en matière indigène :

« Attendu, poursuit la Cour, que cette disposition est générale et absolue et ne fait aucune distinction entre le pourvoi en cassation et la requête en revision, »

Nous montrerons, en examinant la législation applicable à Madagascar, que le législateur, dans le texte invoqué par la cour, n'a pas entendu prohiber le recours en revision (1).

Mais ce qui est grave, c'est la portée de principe que revêt ce dernier attendu de l'arrêt du 18 décembre 1936. Ce rapprochement entre le pourvoi en cassation et la demande en revision peut paraître dangereux et entraîner des conséquences imprévues.

Les deux voies de recours extraordinaires que sont le pourvoi en cassation et les demandes en revision, obéissent à des principes et répondent à des nécessités dont les différences ont été souvent soulignées, tant par la doctrine que par la Cour Suprême elle-même. Il n'est pas inutile de le rappeler afin de noter que les conditions de recevabilité des deux recours ne sont pas nécessairement identiques.

Quoiqu'il en soit, le pourvoi « vulgaire » en cassation est rapproché par l'arrêt de la demande en revision.

Est-ce à dire que, craignant la fragilité du principe

(1) Cf. p. 76 et 77.

posé dans le premier attendu, la Cour ait préféré appuyer son arrêt d'irrecevabilité sur cet autre argument que l'interdiction du pourvoi en cassation entraînerait interdiction du recours en revision ?

Il n'est pas cependant dans les habitudes de la Cour Suprême de ne pas accorder une foi absolue aux principes qu'elle pose, et il serait surprenant que les rédacteurs de l'arrêt n'eussent voulu trouver dans l'interdiction du pourvoi en cassation qu'un argument « a fortiori », et en quelque sorte surabondant, pour rejeter les demandes en revision.

Il est plus vraisemblable de supposer, qu'avec prudence et sagesse, la Cour Suprême a eu l'intention de réserver la possibilité des demandes en revision, même en l'absence d'un « texte de loi exprès et positif », lorsqu'un texte autorise le pourvoi « vulgaire » en cassation.

Aussi, pour examiner dans chacune de nos colonies, en tenant compte de l'arrêt du 18 décembre 1936, la recevabilité des demandes en revision, nous serons obligés d'examiner également la recevabilité du pourvoi en cassation.

Enfin, au cas où nos conclusions seraient négatives, il ne sera pas inutile de rechercher si la législation locale offre quelque moyen analogue pour réparer les erreurs judiciaires.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

L'Afrique Occidentale Française

La Justice indigène en Afrique Occidentale Française, est régie par le décret du 3 décembre 1931 (J. O. 6 décembre 1931).

Aux termes des dispositions de ce décret, il faut entendre par indigènes :

1°) Les individus originaires de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Equatoriale Française qui ne possèdent pas la qualité de citoyens français.

La loi du 29 septembre 1916 stipule, en effet, que « les natifs des quatre communes de plein exercice du Sénégal (Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque) et leurs descendants sont et demeurent des citoyens français ». Il en résulte que ces individus relèvent des tribunaux français. (1)

2°) Les individus originaires des contrées comprises entre les territoires de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Equatoriale Française ou limitrophes de ces territoires et qui ne possèdent pas dans leur pays le statut des nationaux européens.

(1) Voir Solus op. cit. p. 509.

SECTION I

LES TRIBUNAUX REPRESSIFS INDIGÈNES

A — Les Tribunaux de 1^{er} degré :

Ils sont composés d'un Président qui, en matière pénale, est toujours un fonctionnaire de la Colonie (1) et de deux assesseurs indigènes qui ont voix délibérative. Ces assesseurs sont choisis par les notables et nommés par le Lieutenant-Gouverneur.

Ces tribunaux connaissent, à charge d'appel, devant le Tribunal Colonial d'Appel, de toutes les infractions répressibles judiciairement, non réservées au Tribunal Criminel (article 27).

Le délai d'appel est de quinze jours pour les parties et de trois mois pour le Ministère Public.

B — Le Tribunal Criminel

Composé d'un Président fonctionnaire de la Colonie et de deux assesseurs indigènes, choisis comme leurs collègues du Tribunal de premier degré.

En outre, deux assesseurs européens.

L'article 46 du décret énumère limitativement les cas de compétence des Tribunaux Criminels :

- Meurtres,
- Coups, blessures, violences d'une certaine gravité,
- Pillages, vols en bande ou à main armée,
- Incendies volontaires de locaux d'habitation,
- Rapt, enlèvements, séquestrations arbitraires,
- Empoisonnements de puits, de citernes, d'eau potable,

(1) En matière civile aux termes de l'art. 20 du décret du 3-12-31 modifié par le décret du 5 juin 1935 (Penant 1936 p. 27) et par celui du 29 mai 1936 (Penant 1937 p. 17) il peut arriver que le Président soit un notable indigène.

- Viols,
- Attentats et complots contre la paix intérieure de la Colonie,
- Anthropophagie.

C — Le Tribunal Colonial d'Appel

Etabli aux chefs-lieux de chaque colonie, il se compose d'un Président qui est soit le Président du Tribunal de 1^{re} Instance, soit le Juge de Paix à compétence étendue, de deux fonctionnaires et de deux notables indigènes, tous les quatre nommés par le Lieutenant-Gouverneur.

La compétence du Tribunal Colonial d'Appel est double : d'une part, il connaît de l'appel des décisions rendues par le Tribunal de premier degré, d'autre part, il remplit les fonctions d'une Chambre d'accusation et connaît du règlement des instructions criminelles, sur lesquelles le Tribunal Criminel sera appelé à statuer.

D — La Chambre d'annulation

Elle siège à Dakar et se compose :

- a) d'un Vice-président de la Cour d'Appel, Président,
- b) de deux Conseillers et deux suppléants, désignés pour un an par le Président de la Cour d'Appel, après avis du Procureur Général,
- c) de deux fonctionnaires du cadre des Administrateurs des Colonies et de deux suppléants nommés à la fin de chaque année pour l'année suivante par le Gouverneur Général après avis du Procureur Général.
- d) de deux assesseurs indigènes, parlant français, choisis par le Président de la Chambre, sur une liste de douze notables dressée, à la même époque, par le Gouverneur Général.

Les attributions de la Chambre d'annulation sont fixées, en matière répressive, par les articles 73 à 79 du

décret du 3 décembre 1931, articles qu'il est utile de reproduire ici.

Article 73 : La Chambre d'annulation connaît sur pourvoi des jugements des Tribunaux de premier degré, non frappés d'appel dans les délais ci-dessus fixés, des jugements des Tribunaux criminels et des arrêts des Tribunaux Coloniaux d'Appel à l'exception de ceux rendus par cette juridiction comme Chambre d'accusation.

Article 74 : Le pourvoi est formé par le Procureur Général soit d'office, soit à la demande de l'Administrateur. Il peut aussi être fait, par ce magistrat, à la requête des parties. Il est ouvert par acte au Greffe de la Chambre d'annulation dans un délai de 6 mois, à partir de l'expiration du délai d'appel à l'égard des jugements des Tribunaux de premier degré, et de leur date, à l'égard des jugements des Tribunaux Criminels et des arrêts des Tribunaux Coloniaux d'Appel.

Article 75 : Dans le mois qui suit la réception du dossier, le Procureur Général le transmet avec ses réquisitions au Président de la Chambre d'annulation qui désigne un Rapporteur et fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera examinée.

Article 76 : La Chambre d'annulation statue, le Rapporteur et le Ministère Public entendus. L'arrêt est prononcé immédiatement ou à la première audience qui suit. Les parties ne comparaissent pas mais peuvent fournir tous mémoires utiles et les faire soutenir par un Avocat.

Article 77 : La Chambre possède un pouvoir souverain d'appréciation ; elle peut soit annuler et renvoyer au premier Juge, ou au Juge compétent, si l'annulation est basée sur l'incompétence, soit évoquer et statuer au fond, soit surseoir à statuer au fond et prescrire par

avant dire droit toutes mesures d'informations complémentaires utiles, en chargeant l'un de ses Membres ou tout autre fonctionnaire, ou personne qualifiée, d'y procéder, soit enfin, rejeter le pourvoi. Elle peut aussi ordonner la comparution des parties.

Lorsqu'elle annule et renvoie, elle indique les causes du renvoi et le Tribunal saisi est tenu de se conformer aux indications de l'arrêt de la Chambre.

Article 78 : Si l'arrêt ou le jugement rendu par le Tribunal saisi du renvoi, est frappé de pourvoi, la Chambre doit, si elle accueille ce pourvoi, évoquer et statuer au fond.

Article 79 : Le Procureur Général peut en outre, au-delà de six mois, former un pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné. Dans ce cas, la Chambre, si elle accueille le pourvoi, évoque et statue au fond dans les limites de ce pourvoi.

Pour compléter cet aperçu du fonctionnement des Tribunaux indigènes en Afrique Occidentale Française, il convient de noter qu'en matière répressive, les juridictions indigènes s'inspirent de la coutume du lieu de l'infraction, aussi bien pour déterminer les faits répressibles judiciairement que pour déterminer la gravité de la sentence, (1) dans la mesure où il n'en doit résulter aucune atteinte à l'ordre public (article 10).

Le décret du 3 décembre 1931 ne contient aucune disposition particulière visant le pourvoi en Cassation, alors que le décret du 22 mars 1924, portant réorganisation de la Justice indigène en Afrique Occidentale Française, (J. O. 3 avril 1927), disposait (article 27) « les jugements des tribunaux du premier et deuxième degré ne sont pas susceptibles de pourvoi en Cassation ; mais

(1) L'article 37 du décret prévoit les peines applicables.

il est institué au chef-lieu de chaque colonie un Tribunal colonial d'homologation ».

Or, le décret du 3 décembre 1931, d'une part, « abroge les décrets des 22 mars 1924 et 18 mai 1928 », d'autre part, « abroge toutes dispositions antérieures générales ou spéciales contraires au présent décret ».

A vrai dire, l'article 27 du décret du 22 mars 1924 n'est pas contraire aux dispositions du décret du 3 décembre 1931, qui ne mentionne pas le recours en Cassation. Mais, en présence de l'abrogation expresse du décret du 22 mars 1924, il semble qu'il faille considérer comme abrogé l'article 27 interdisant le pourvoi en Cassation.

Est-ce à dire que les décisions des Juridictions indigènes sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour Suprême Métropolitaine ?

Nous ne le croyons pas. Si le décret du 3 décembre 1931 ne contient aucune disposition analogue à celle de l'article 27 du décret de 1924, il semble que ce soit un oubli de ses rédacteurs, oubli regrettable certes, mais qui ne doit pas cependant prêter à confusion.

Cette interprétation s'appuie sur le texte même de l'article 27 du décret de 1924 qui disposait *in fine* : « mais il est institué au chef-lieu de chaque colonie un tribunal d'homologation ».

La procédure d'homologation est présentée comme l'explication de l'interdiction du pourvoi en Cassation. Or, si dans le système de 1931 le Tribunal d'homologation a disparu, il a cédé la place, dans son rôle de contrôle et de cassation, à la Chambre d'annulation. La raison d'être de l'interdiction du pourvoi en Cassation subsiste.

SECTION II

LE RECOURS EN REVISION

Cette solution doit-elle être étendue à tous les pourvois portés devant la Cour Suprême, et plus particulièrement au recours en revision formé d'ordre du Garde des Sceaux en application des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle ?

Le décret du 3 décembre 1931 ne contient aucune disposition visant la procédure en revision.

La question qui se pose est de savoir, d'une part, si le principe rappelé au début de cette étude, peut se concilier avec les dispositions du décret du 3 décembre 1931, d'autre part, si la législation locale offre, dans tous les cas, les moyens légaux de faire réparation aux justiciables victimes d'une erreur judiciaire, faute de quoi, l'on se trouverait contraint, dans l'intérêt supérieur de la justice et de la vérité, d'avoir recours aux dispositions des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

Il résulte, du décret du 3 décembre 1931, que la Chambre d'annulation, juridiction suprême en justice indigène, a les mêmes attributions que la Cour de Cassation en justice française, et son pouvoir est même plus étendu puisqu'elle est à la fois juge souverain du droit et du fait. Elle connaît seule des décisions en dernier ressort ou définitivement rendues, par toutes les juridictions indigènes de l'Afrique Occidentale Française, sur pourvoi du Procureur Général, fait soit d'office, soit à la requête des administrations ou des parties.

En matière répressive spécialement, à côté du pourvoi de l'article 74, qui doit être fait dans un délai de 6 mois, et qui constitue la voie de recours ordinaire contre les décisions en dernier ressort ou définitives, le décret organique a prévu, sous l'article 79, un pourvoi dans

l'intérêt de la loi et du condamné, dont l'exercice échappe à tout délai. Ce pourvoi, véritable voie de recours extraordinaire, produit, lorsqu'il est fait dans le seul intérêt de la loi, les mêmes effets que le pourvoi prévu par l'article 442 du Code d'Instruction Criminelle.

Lorsqu'il est fait dans l'intérêt de la loi et du condamné, il produit les mêmes effets que le pourvoi de l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle, tel qu'il est interprété par la Jurisprudence.

Mais ce pourvoi de l'article 79 peut-il être fait dans le seul intérêt du condamné sans qu'un intérêt doctrinal soit en cause ? Un fait nouveau, ou toute autre cause susceptible de prouver l'innocence du condamné, serait-il suffisant pour permettre son exercice ? Auquel cas le pourvoi de l'article 79 produirait les mêmes effets que la demande en revision dont il est traité sous les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

Au premier examen, il semble que les pouvoirs très larges conférés par le décret organique à la Chambre d'annulation, juge du droit et juge du fait, autorisent une interprétation aussi extensive du texte.

Mais l'étude comparée de l'article 79 et des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, en montrera l'impossibilité.

*
* *

Cependant, en admettant un instant que le pourvoi de l'article 79 soit possible en matière de revision, la question se poserait de savoir si son exercice est toujours possible et s'il n'y a pas des cas dans lesquels un obstacle juridique s'opposant à sa formation ou à sa recevabilité, force serait de recourir à la demande en revision du Code d'Instruction Criminelle ?

Deux hypothèses devraient être envisagées :

1° --- Dans la première, la décision qu'une circons-

tance ultérieure, révélerait ou ferait apparaître erronée, émanerait d'une juridiction autre que la Chambre d'annulation qui n'aurait jamais été appelée à en connaître. Il semble qu'il n'y aurait aucune difficulté dans cette hypothèse et que la Chambre d'annulation pourrait être saisie du chef de l'article 79.

Cependant et pour les raisons de principe exposées au début de cette étude, il paraîtrait préférable de décider, lorsque la cause juridique du pourvoi se trouverait être un cas de revision, de saisir le Garde des Sceaux auquel il appartient d'apprécier, après avis de la Commission de Revision, si la Cour Suprême doit être saisie.

2° — Dans la deuxième hypothèse, au contraire, la décision critiquée ou erronée émanerait de la Chambre d'annulation elle-même antérieurement saisie par un pourvoi fait conformément à l'article 74 du décret organique. Serait-il possible de la saisir ultérieurement d'un pourvoi, dans l'intérêt du condamné, basé sur l'article 79 ?

Répondre négativement à cette question serait se résigner à laisser subsister une erreur judiciaire — ce qui ne pourrait être même envisagé — ou admettre la possibilité de saisir la Cour de Cassation d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné ou d'une demande en revision.

Répondre affirmativement, serait faire de la Chambre d'annulation le censeur de ses propres décisions et bien que le pourvoi de l'article 79, faisant suite à un pourvoi basé sur l'article 74, aurait pour objet, non de demander à la Chambre de reprendre l'examen de faits dont elle aurait déjà connu, mais d'examiner un fait nouveau ultérieurement produit ou révélé et d'en dégager les conséquences, il n'en serait pas moins vrai que l'appréciation de la valeur de ce fait nouveau et de la culpabilité du condamné ne pourrait être faite qu'à la

lumière des faits et des charges déjà appréciés par la Cour. Dans ces conditions, il apparaîtrait que la Chambre d'annulation ne possède pas l'indépendance d'esprit nécessaire à l'examen d'une demande en revision.



Mais il serait inexact d'assimiler l'article 79 du décret du 3 décembre 1931 aux articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

a) L'article 443 énumère limitativement les cas de revision et aucune limitation similaire n'existe dans le décret organique.

b) L'article 79 dispose : « le Procureur Général peut... » ce Haut Magistrat est donc libre d'apprécier en toute liberté si la Chambre d'annulation doit être saisie.

Bien au contraire, il résulte de la rédaction de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle que dans les trois premiers cas prévus sous l'article 443 du même Code, le *droit* de demander la revision appartient :

- 1° — Au Ministre de la Justice ;
- 2° — Aux condamnés ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal ;
- 3° — Après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

La demande doit être inscrite au Ministère de la Justice, mais si le Ministre vérifie que les requérants invoquent l'un des trois premiers cas de revision, il *doit* saisir la Cour de Cassation sans autre pouvoir d'appréciation.

Ce n'est que dans le quatrième cas (fait nouveau) que le Ministre de la Justice jouit d'une entière liberté d'appréciation et peut ou non saisir la Cour Suprême, quel

que soit, par ailleurs, l'avis de la Commission de Revision des procès criminels et correctionnels, qu'il est obligé de consulter dans cette hypothèse.

En fait, le crible de la procédure administrative, examen des requêtes par le Ministre de la Justice et par ses bureaux compétents, puis par la Commission de Revision, permet d'éliminer 95 % des demandes en revision.

L'assimilation de l'article 79 du décret du 3 décembre 1931 aux articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, assimilation qui paraît avoir été tentée par la pratique suivie en Afrique Occidentale, conduirait aux conséquences les plus regrettables. Passer outre à l'absence de réglementation de la législation locale en cette matière et faire de la Chambre d'annulation la Juridiction compétente, c'est laisser à la responsabilité d'un seul Magistrat le rejet ou l'admission des demandes en revision tout en lui laissant la possibilité de les admettre toutes.

Or, quels que soient les motifs qui militent en faveur de la revision, quel que soit le désir de poursuivre la manifestation de la Vérité et d'éviter aux innocents une injuste condamnation, il existe un principe auquel il ne doit être porté atteinte, tant en matière indigène qu'en matière française, que dans les cas expressément visés par le législateur et à l'occasion de circonstances exceptionnelles. C'est le principe de l'autorité de la chose jugée. Principe d'ordre public, il s'élève au-dessus des contingences d'application des codes et sur tous les territoires soumis à la souveraineté française, sa stricte application doit être recherchée. Laisser à un seul magistrat colonial le soin d'apprécier les affaires susceptibles de motiver une procédure en revision et le soin de saisir directement la juridiction compétente, en abandonnant la procédure prévue par le Code d'Instruction Criminelle, paraît favoriser de plus fréquentes atteintes à l'autorité qui s'attache à la chose jugée.

Un seul magistrat ne saurait, en effet, sans quelque scrupule, rejeter un aussi grand nombre de demandes que le Ministre, ses bureaux et la Commission. Par suite, la Chambre d'Annulation se trouverait plus fréquemment saisie.

Or, dès qu'une demande franchit le stade de la procédure administrative pour être déférée à la juridiction compétente, c'est que le bien fondé de la condamnation, dont la revision est demandée, peut-être sérieusement discuté. Et quelle que soit, en définitive, la décision de la Cour, un doute subsistera toujours.

Il est grandement périlleux, au point de vue moral, de dérouter les esprits et d'inquiéter les consciences en permettant à l'opinion de ne pas accorder à une décision de justice, le crédit qu'elle mérite.

c) Une troisième différence doit être relevée entre la rédaction de l'article 79 du décret organique et les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. L'article 444, § 4, de ce Code, dispose en effet : « la demande sera non recevable, si elle n'a été inscrite au Ministère de la Justice ou introduite par le Ministre sur la demande des parties, dans le délai d'un an à dater du jour ou celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à révision ».

L'interprétation de cet article donne lieu à des difficultés qui seront examinées à propos de la législation locale de l'Afrique Equatoriale Française qui reproduit les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. Il suffit de noter ici qu'aucun délai semblable n'est prévu par le décret organique du 3 décembre 1931.

d) Enfin, une dernière différence doit être retenue entre la rédaction des deux textes. L'article 79 précise que la Chambre d'Annulation, si elle accueille le pourvoi « évoque et statue au fond dans les limites du pourvoi ». Il y a là une restriction des pouvoirs de cette juridiction, qui n'existe pas dans les articles 443 et suivants

du Code qui laissent au contraire à la Cour de Cassation la plus complète liberté.



La conclusion s'impose, il est impossible d'assimiler le pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné prévu par l'article 79 du décret organique, au recours en révision prévu par les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

SECTION III

LA JURISPRUDENCE

L'étude de la Jurisprudence apportera-t-elle quelques éclaircissements et permettra-t-elle de dégager une solution ?

Outre l'arrêt de la Chambre Criminelle, en date du 18 décembre 1936, concernant une affaire de Madagascar, mais dont les conséquences, nous l'avons vu, paraissent devoir être étendues à toutes les Colonies il existe deux décisions relatives au recours en révision en Afrique Occidentale Française, et, bien qu'elles aient été rendues, en matière française et non en matière indigène, elles présentent une particularité qui rend leur étude intéressante.

1°. — *Affaire Roth* : Roth, indigène sénégalais, ancien agent des postes à Dubreka avait été condamné par un jugement du Tribunal Correctionnel de Konakry (Guinée Française), en date du 16 août 1905, à 4 mois d'emprisonnement et 100 francs d'amende pour violation de secret professionnel.

Postérieurement, des témoins qui avaient été entendus furent poursuivis et condamnés pour faux témoignage contre Roth et ces nouvelles condamnations don-

nèrent ouverture au § 3 de l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle.

Le pourvoi en cassation étant possible, (nous sommes en matière française), l'affaire ne fit aucune difficulté ; par lettre du 20 août 1907, le Garde des Sceaux saisit la Cour de Cassation aux fins de révision et, par arrêt du 10 juillet, (1) le jugement du 16 août 1905 fut cassé et annulé en application du §3 de l'article 443.

Or, si le Code d'Instruction Criminelle a été promulgué au Sénégal et dépendances, avec quelques variantes, par l'Ordonnance du 14 février 1838 (2), et dans les colonies relevant du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française, par le décret du 10 novembre 1903, les lois de 1867 et du 8 juin 1895 modifiant les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle et permettant notamment la revision en matière correctionnelle, n'avaient pas été promulguées, en Afrique Occidentale, à l'époque de l'arrêt de la Cour de Cassation.

Quant à la dépêche du 29 juin 1895 (3), elle paraît avoir été entièrement oubliée et elle n'est pas visée par la Cour, qui, en ces matières, n'omet cependant jamais de viser les textes applicables.

Loin de croire que cette difficulté ait échappé aux Hauts Magistrats de la Cour Suprême, il faut rendre hommage à leur esprit de large compréhension et à leur désir de permettre la manifestation de la vérité.

La Cour, en recevant le pourvoi en revision, en l'absence de promulgation des lois de 1867 et de 1895, s'est implicitement appuyée sur le principe général rappelé au début de cette étude, aux termes duquel les voies de recours extraordinaires prévues par le Code d'Instruction Criminelle, telle la procédure de revision, sont

(1) Cass. Ch. Cri. 10 juillet 1908 (B. Cri. 1908 p. 559).

(2) Sirey. Lois Annotées : 2^e S., p. 402.

(3) Cf. Supra, p. 44.

applicables aux décisions rendues sur les territoires de souveraineté française, même en l'absence de législation spéciale.

2°. — *Affaire Lala Coulibaly.*

Et cependant, un doute devait se manifester quelques années plus tard, à l'occasion d'une nouvelle affaire.

Lala Coulibaly avait été condamné par le Tribunal de Paix à compétence étendue de Bomako (Haut-Sénégal et Niger), statuant en matière correctionnelle, le 19 février 1910, à 2 ans d'emprisonnement, pour un vol, pour lequel un autre fut condamné plus tard.

Mais cette deuxième décision, bien qu'inconciliable avec celle qui avait précédemment frappé Lala Coulibaly, n'étant pas définitive, ne pouvait justifier un pourvoi en revision par application de l'article 443, §2, du Code d'Instruction Criminelle. Par contre, elle pouvait être retenue comme un élément nouveau d'appréciation, de nature à établir l'innocence du requérant Lala Coulibaly et donner ouverture au pourvoi en revision du chef du § 4 de l'article 443 du même Code.

Mais, contrairement à ce qui s'était passé pour l'affaire Roth, la non promulgation des lois de 1867 et de 1895 parut constituer un obstacle, ou tout au moins une difficulté, au succès de la procédure à engager. Et même si cette revision pouvait être heureusement poursuivie, le cas de Lala Coulibaly avait mis en lumière la gravité de la lacune que laissait subsister, dans la législation criminelle de l'Afrique Occidentale Française, le défaut de promulgation de la loi de 1895. Le devoir d'y remédier, dans le plus bref délai, paraissait impérieusement s'imposer. Et c'est ainsi que le 20 avril 1912, un arrêté du Gouverneur Général promulguait le décret du 5 avril 1912, dont l'article 1^{er} disposait :

« Les articles 443, 444, 445, 446, 447 du Code d'Ins-

truction Criminelle, institué pour le Sénégal et dépendances par l'ordonnance du 14 février 1838, et rendu applicable aux Colonies relevant du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, par l'article 38 du décret du 10 novembre 1903, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : ... (suit la loi de 1895). »

Par arrêt du 8 mars 1913 (1), la Cour de Cassation, statuant en matière de revision, cassait et annulait le **jugement** du Tribunal de Paix à compétence étendue de Bomako, en constatant que l'article 443 avait été rendu applicable à l'Afrique Occidentale Française, par le décret du 5 avril 1912. Ici, encore, la dépêche ministérielle du 29 juin 1895 paraît avoir été oubliée.

Il n'en reste pas moins que l'arrêt de la Cour Suprême du 10 juillet 1908, rendu dans l'affaire Roth, garde intacte sa valeur de principe. La procédure en revision est possible même en l'absence de législation spéciale.

Malheureusement, la Cour n'a pas cru devoir suivre cette jurisprudence inspirée par un évident souci d'équité. Elle déclare, dans l'arrêt Ramanakoraisina du 18 décembre 1936 :

« Attendu que la révision est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte de loi exprès et positif. »

Par sa généralité, cet attendu s'applique aussi bien en matière indigène qu'en matière française, et si la Cour avait adopté cette manière de voir dès 1908 l'affaire Roth n'aurait jamais été révisée et un innocent serait, aujourd'hui encore, considéré comme coupable.

(1) Cass. Ch. Cr. 8 mars 1913 (B. Cr. 1913, p. 257).

CHAPITRE II

Madagascar et dépendances

La justice indigène à Madagascar est essentiellement régie par le décret du 9 mai 1909 (J. O. 22 mai 1909).

Sont indigènes, dans le sens de ce décret, et justiciables des juridictions indigènes, les individus originaires de Madagascar et dépendances, ou autres possessions françaises, ne possédant pas la qualité de citoyen français ou une nationalité étrangère reconnue. (1)

SECTION I

LES TRIBUNAUX REPRESSIFS INDIGENES

A — Les tribunaux de premier degré

Ils sont composés d'un Président fonctionnaire de la colonie et de deux assesseurs indigènes désignés par le Gouverneur Général.

Ces Tribunaux connaissent de tous les délits commis par les indigènes, (à l'exception de ceux commis de complicité avec un européen ou assimilé ou à leur préjudice), à charge d'appel devant le tribunal de deuxième degré.

(1) Les originaires de Sainte-Marie de Madagascar ne sont pas des indigènes (Cri. 27-8-08 Dar. 1910 page 5).

B — Les tribunaux de deuxième degré

Composé également d'un Président fonctionnaire de la colonie assisté de deux notables indigènes, désignés par le Gouverneur Général, ils connaissent des crimes commis par des indigènes (sous réserve des mêmes exceptions que pour les Tribunaux de premier degré) et de l'appel des jugements des Tribunaux de premier degré. En matière criminelle, deux fonctionnaires sont adjoints au Tribunal.

C — La Chambre d'homologation

Elle est composée de trois magistrats désignés au commencement de l'année par le Président après avis du Procureur Général, de deux fonctionnaires désignés à la même époque par le Gouverneur Général, de deux assesseurs indigènes désignés par le Gouverneur Général et n'ayant que voix consultative.

Deux textes essentiels règlent ses attributions :

1°) *article 93* : « Il est insitué au chef-lieu de la Cour d'Appel, une Chambre d'homologation chargée de statuer sur l'homologation des jugements rendus en matière criminelle par les tribunaux du deuxième degré et de l'annulation, dans l'intérêt de la loi seulement, des jugements définitifs rendus, en matière correctionnelle et de simple police, par les tribunaux indigènes qui lui sont dénoncés par le Procureur Général. »

2°) *article 106* : « Il n'existe pas de nullité en matière repressive indigène. La Chambre d'homologation est armée d'un pouvoir souverain d'appréciation ; elle peut annuler, dans l'intérêt de la loi seulement, lorsqu'il lui apparaît que les irrégularités constatées ne portent pas atteinte à l'ordre public ou n'ont pas été de nature à compromettre la défense de l'inculpé et à fausser la décision sur le fonds. »

Il reste à noter que les tribunaux indigènes appliquent en matière répressive :

1°) les lois et coutumes indigènes, en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française ;

2°) la loi française en toute ce qui n'est pas prévu par la loi malgache et dans les cas où celle-ci serait contraire aux principes de la civilisation française.

*
* *

Quant au pourvoi en Cassation en matière indigène, il a été expressément écarté des voix de recours réservées aux indigènes, par deux autres décrets :

a) Décret du 24 novembre 1898, (B. O. 1899, page 951) : « Les jugements et arrêts rendus en matière indigène, ne sont pas susceptibles de recours en Cassation ». Le décret du 19 mai 1909 n'a pas abrogé ce texte.

b) Décret du 28 novembre 1931 : (J. O. 2 décembre 1931) : dont l'objet est de préciser le précédent : « Les jugements et arrêts rendus en matière indigène à Madagascar et dépendances n'étant pas susceptibles de recours en cassation, aucun pourvoi en cassation en cette matière ne sera reçu par le greffier en chef de la Cour d'Appel ou les secrétaires des Tribunaux de premier et deuxième degré (1). »

(1) Il est curieux de noter qu'en matière française les européens et assimilés étaient à l'origine seuls admis à saisir la cour de cassation (Cf. Dar. op. cit. ; décret du 24 mai 1905 B. L. 1905 page 1589). Les indigènes ont été admis à se pourvoir en matière criminelle et correctionnelle contre les jugements et arrêts en dernier ressort des juridictions françaises par le décret du 22 octobre 1929 (J. O. 7 novembre 1929). Cette réforme n'a fait que sanctionner la tentative de la Jurisprudence qui décidait que le pourvoi était recevable lorsqu'il ne résultait pas de l'arrêt attaqué que le requérant était indigène (Cf. : note sous cassation 28 octobre 1915, Penant 1916, page 87).

SECTION II :

LE RECOURS EN REVISION

La procédure en revision n'est prévue ni par le décret du 9 mai 1901, ni par aucun autre décret postérieur. La législation locale offre-t-elle le moyen de casser les décisions des juridictions indigènes en matière répressive lorsque par suite de circonstances nouvelles ou de tout autre fait inconnu des juges, elles se révéleraient erronées ?

a) *Matière de police correctionnelle et de simple police.*

Le Procureur Général seul peut déférer à la Chambre d'homologation, aux fins d'annulation, les jugements rendus en matière correctionnelle et de simple police, mais dans l'intérêt de la loi seulement. Aucune ressemblance avec la procédure en revision.

b) *Matière criminelle.*

Les parties et l'Administration peuvent saisir la Chambre d'homologation en matière criminelle et cette juridiction peut annuler dans l'intérêt du condamné ou dans l'intérêt de la loi.

En principe, aucune forme ni aucun délai ne sont imposés pour former le recours en homologation. Toutefois, la Chambre est saisie par le Procureur Général, dans la quinzaine de la réception du dossier qui lui est transmis par l'Administration et doit statuer dans le mois du jour où elle a été saisie par le Procureur Général. Si elle annule elle peut renvoyer l'affaire devant un autre tribunal de deuxième degré ou l'évoquer, mais en pratique elle n'use de ce droit d'évocation qu'au cas d'une nouvelle annulation après renvoi.

Le décret organique du 18 mai 1919 confère à cette

juridiction un « pouvoir souverain d'appréciation » ; ainsi, si un fait quelconque susceptible de prouver l'innocence du condamné, vient à se révéler pendant l'instance d'homologation, la Chambre pourra en tenir compte dans la mesure qu'elle estimera justifiée.

Néanmoins, il n'est pas donné expressément au Procureur Général la possibilité de former un pourvoi même dans l'intérêt de la loi contre un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée. Ainsi, après l'expiration des délais d'appel, pour les jugements des Tribunaux de premier degré, après l'arrêt du Tribunal de deuxième degré statuant comme juridiction d'appel, enfin après l'homologation des jugements des tribunaux de deuxième degré, statuant en matière criminelle, aucune voie de recours n'est plus possible, quelle que soit, par ailleurs, la pertinence des faits nouveaux qui seraient produits en faveur de l'indigène injustement condamné.



En présence de cette lacune de la législation locale indigène, la conclusion s'impose : pour éviter de laisser subsister une erreur judiciaire, et en vertu des principes généraux étudiés dans la première partie de cette étude, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, doit avoir la possibilité, devant l'évidence de l'injuste condamnation frappant un innocent, d'user du droit général que lui confère les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

SECTION III :

LA JURISPRUDENCE

Et c'est cependant dans cette hypothèse tout à fait

favorable, que la Cour de Cassation (1), le 18 décembre 1936, dans l'affaire Ramanankoraisina, a déclaré irrecevable le pourvoi formé d'ordre du Garde des Sceaux, contre un jugement du tribunal indigène de Brickaville.

Si le pourvoi avait été formé contre une décision de la Chambre d'homologation, l'arrêt de la Cour Suprême aurait pu se justifier en s'appuyant sur la souveraineté qui a été conférée à cette juridiction par le décret organique. Nous rappelons cependant que nous avons repoussé cette thèse dans notre première partie.

Mais en l'espèce, il s'agissait d'une affaire correctionnelle, d'un jugement d'un tribunal de premier degré, contre lequel, outre l'appel, ne pouvait être exercé qu'un pourvoi formé par le Procureur Général devant la Chambre d'homologation et dans l'intérêt de la loi seulement. Or, aucun intérêt doctrinal n'était en cause. Toutes les conditions semblaient donc réunies pour que la Cour Suprême, devant l'innocence des requérants, déclarât le pourvoi recevable et cassât le jugement du Tribunal indigène...

Il est inutile de revenir sur les divers attendus de cet arrêt, précédemment étudiés et critiqués. Cependant, nous avons laissé de côté l'attendu suivant, dont l'examen ne pouvait être fait qu'après l'étude de la législation locale indigène (2) :

« ...Que l'article premier du décret du 28 novembre 1931 porte que les jugements et arrêts rendus en matière indigène à Madagascar et dépendances, ne sont pas susceptibles de recours devant la Cour de Cassation.

« ...Que cette disposition est générale et absolue et ne fait pas de distinction entre le pourvoi en cassation et la requête en revision. »

(1) Dareste, avril-mars 1937, 2^e partie, p. 88 (cf. ci-dessus, chapitre préliminaire).

(2) Cf. *Supra*, p. 50 et 51.

Cette argumentation paraît soulever une sérieuse objection : l'article premier du décret du 28 novembre 1931, sur lequel s'appuie la Cour Suprême, a eu pour but de préciser le décret du 24 novembre 1898 qui prohibait le pourvoi en cassation, sans autre précision ; il l'a précisé en interdisant au greffier en chef et aux secrétaires des Tribunaux de premier et deuxième degré, de recevoir le pourvoi : cette interdiction ne saurait viser la demande en revision, adressée au Garde des Sceaux et inscrite au Ministère de la Justice. Il semble même que la précision ainsi apportée a pour résultat, « a contrario », de réserver la possibilité des pourvois portés devant la Cour de Cassation autres que le pourvoi « vulgaire » des parties, c'est-à-dire les pourvois fondés sur les articles 441 et 443 du Code d'Instruction Criminelle.

CHAPITRE III

Archipel des Comores

(Comores, Anjouan, Mohéli et Mayotte)

La justice indigène est régie aux Comores et dépendances par le décret du 29 mars 1934 (J. O. 5 avril 1934).

Ce texte prévoit un tribunal répressif spécial qui siège au chef-lieu de chacune des Iles de l'Archipel et qui est chargé de juger les indigènes et assimilés ne possédant pas un statut les rendant justiciables des tribunaux de droit commun et prévenus de contraventions ou délits non réprimés par la voie administrative.

En matière délictuelle, dès qu'un Européen ou assimilé est intéressé dans l'affaire, la compétence passe à la juridiction française.

Les crimes sont déférés à la Cour Criminelle, juridiction française.

Les tribunaux répressifs spéciaux de l'Archipel sont présidés par l'Administrateur de la Colonie ou par un fonctionnaire nommé par le Gouverneur. Ils comprennent, en outre, deux assesseurs indigènes, choisis de préférence parmi les indigènes parlant le français, qui sont

désignés par l'Administrateur Président du Tribunal et n'ont que voix consultative.

Le trait caractéristique de ces tribunaux dits indigènes, est qu'aux termes de l'article 28 du décret, ils appliquent exclusivement la loi française (1). Encore qu'il puisse paraître quelque peu paradoxal d'instituer des tribunaux indigènes pour appliquer la loi française, on peut penser que dans ces conditions, le rôle des assesseurs indigènes se trouve, en fait, assez restreint.

Outre l'appel porté devant le Tribunal de Paix à compétence étendue de Mayotte, le décret du 29 mars 1934 ouvre, contre les décisions des tribunaux répressifs et celles du Tribunal de Paix à compétence étendue de Mayotte statuant en appel, une procédure d'homologation voisine de celle rencontrée à Madagascar.

SECTION I :

LE REGIME DU DECRET DE 1906

Le décret du 22 octobre 1906 (J. O. 26 octobre 1906), dont l'insuffisance manifeste a été reconnue par le législateur lui-même (2), n'avait prévu aucune voie de recours contre les décisions en dernier ressort des tribunaux répressifs indigènes et contre celles du Tribunal d'Appel.

Puisque dans la plupart de nos colonies, la raison de l'impossibilité et, le cas échéant, de l'interdiction, du pourvoi en cassation, se trouve dans l'organisation de procédures semblables, destinées à le remplacer, il pouvait paraître en 1906 que leur absence permettait de dé-

(1) Avant le décret de 1934, le décret du 22 octobre 1926 qui organisait la justice indigène à Mayotte et dépendances, ne contenait aucune disposition relative à la législation applicable. Par analogie avec Madagascar il fallait se décider en faveur de l'application des lois et coutumes locales (Solus, op. cit. p. 506).

(2) Cf. rapport de présentation du décret du 29 mars 1934.

férer à la Cour de Cassation les jugements des tribunaux répressifs indigènes et ceux du Tribunal d'Appel. Cette solution paraissait même s'imposer lorsque le Tribunal répressif statuait en dernier ressort. Le même raisonnement conduisait à autoriser le Garde des Sceaux à recevoir les demandes en revision et à mettre en mouvement la procédure prévue par les article 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

La Cour Suprême, cependant, dans un arrêt du 4 janvier 1913 (1), avait décidé que les décisions susvisées ne pouvaient être déférées à la Cour de Cassation « ...attendu que, ni le décret du 22 octobre 1906, ni aucun décret postérieur n'a ouvert la voie du recours en cassation contre les jugements en dernier ressort de ces tribunaux, ni contre les jugements correctionnels de Mayotte, rendus sur l'appel des jugements des tribunaux répressifs indigènes ».

Ces motifs n'étaient en définitive que l'application du principe général : « le pourvoi en cassation est une voie de droit extraordinaire qui ne saurait être admise qu'en vertu d'un texte exprès. »

Mais il n'atteignait pas le recours en revision et comme, d'autre part, l'idée de laisser subsister, en matière répressive, une erreur judiciaire, ne peut être acceptée, les principes généraux que nous avons exposés suffisaient à notre avis à légitimer le droit du Garde des Sceaux, de saisir aux fins de revision la Cour de Cassation. Mais l'hypothèse ne paraît pas s'être présentée.

*
**

SECTION II :

LE REGIME ACTUEL

§ 1^{er} : *Le pourvoi en cassation*

L'article 30 du décret du 29 mars 1935 dispose :

« Les jugements définitifs rendus en simple police

(1) B. Cri. 1913 page 13.

par les tribunaux répressifs de l'Archipel des Comores et ceux qui ont été rendus sur appel par le Tribunal de Paix à compétence étendue de Mayotte, peuvent être, dans les trois mois de leur prononcé, dénoncés par le Procureur Général à la Chambre d'homologation de la Cour d'Appel.

« Le délai de trois mois, ci-dessus indiqué, commencera à courir du jour de la réception du dossier au Parquet Général, attesté par le cachet à la date apposée lors de l'enregistrement à l'arrivée.

« La Cour peut annuler, soit dans l'intérêt de la loi seulement, soit dans l'intérêt des parties intéressées ; dans ce dernier cas, elle est tenue d'évoquer l'affaire et de statuer au fond.

« Conformément à la législation en vigueur à Madagascar sur la justice indigène, les jugements des tribunaux répressifs et les arrêts rendus par la Cour en la matière, ne sont pas susceptibles de recours en Cassation. Aucun pourvoi relatif à ces jugements et arrêts ne sera reçu par le Secrétaire des Tribunaux répressifs ou le Greffier en chef de la Cour d'Appel. »

En ce qu'il concerne le pourvoi en cassation, l'article 30 appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites à propos de l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1931, prohibant dans les mêmes termes le pourvoi en cassation en matière indigène à Madagascar : cette prohibition formelle ne peut viser que le pourvoi vulgaire en cassation et non le recours en revision exercé par le Garde des Sceaux, d'office ou sur la demande des parties, inscrite au Ministère de la Justice.

De l'interdiction de pourvoi en cassation et du fait que les tribunaux répressifs de l'Archipel des Comores appliquent la loi française, il résulte que toute unification de jurisprudence est impossible à moins que la Chambre d'homologation de Madagascar ait la sagesse de suivre celle de la Cour Supême. Au cas contraire, un

arrêt de la Chambre d'homologation, peut-être même un jugement d'un quelconque tribunal répressif, aura pratiquement une autorité plus grande que les arrêts de la Cour de Cassation.

Tant que les tribunaux indigènes appliquent la loi indigène ou même la loi française modifiée, la prohibition du pourvoi en cassation est parfaitement justifiée, puisque l'unification de la jurisprudence sera obtenue par le rôle régulateur des chambres d'homologation ou d'annulation. Mais dès que la loi française est applicable, il est inadmissible de ne pas soumettre les jugements des juridictions coloniales, quelles qu'elles soient, à la censure de la Cour de Cassation.

Pour éviter les contrariétés de décision et afin de conserver à la Cour Suprême son prestige et à ses arrêts, leur autorité, nous estimons que le pourvoi dans l'intérêt de la loi, exercé d'ordre du Garde des Sceaux, dans les conditions prévues sous l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle, est toujours possible, en vertu des mêmes principes que ceux proposés en faveur de la recevabilité des demandes en revision, et dans l'intérêt supérieur d'une bonne administration de la Justice.



§ 2 : *Le recours en revision*

La procédure d'homologation et d'annulation prévue par le décret du 29 mars 1934 est-elle susceptible de permettre la réparation des erreurs judiciaires ? Impossible contre les arrêts de la Chambre d'homologation (on se souvient qu'en Afrique Occidentale Française cette question pouvait être discutée), l'annulation, au cas le plus favorable où elle serait poursuivie dans l'intérêt des condamnés, doit être exercée dans un court délai à dater du prononcé du jugement, après l'expiration duquel la décision devient inattaquable.

Ainsi la législation locale n'offre aucun moyen d'établir, le cas échéant, l'innocence d'un indigène injustement condamné.

Nous ne pouvons que nous référer aux principes généraux déjà exposés pour décider que le Garde des Sceaux a toujours le droit de demander la revision et de saisir, à cette fin, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation.

CHAPITRE IV

Côte Française des Somalis

La justice indigène de la Côte Française des Somalis a été réorganisée par le décret du 2 avril 1927 (J. O. 9 avril 1927).

Sont indigènes, au sens de ce décret, et justiciables des juridictions indigènes : les Somalis, les Danakils, les Arabes et tous les individus originaires de la Côte Française des Somalis, des pays limitrophes, ayant dans leur pays d'origine un statut analogue à celui des indigènes énumérés ci-dessus.

SECTION I :

LES TRIBUNAUX REPRESSIFS INDIGENES

A — Tribunaux de premier degré.

Ils sont composés d'un Président fonctionnaire désigné par le chef de la Colonie et de deux assesseurs indigènes désignés dans l'ordre sur une liste de douze notables indigènes établie par le Gouverneur après avis du Procureur de la République.

Ils connaissent à charge d'appel, devant le tribunal de deuxième degré, de tous les faits punissables judi-

ciairement à l'exception des infractions dont la connaissance est réservée au tribunal de deuxième degré, des infractions dans lesquelles des Européens sont en cause, et de celles soustraites à l'indigénat par un décret du 15 novembre 1924 (article 11).

L'appel peut être interjeté dans les quinze jours par le condamné et dans un délai de dix jours seulement, par le chef de district.

B — Tribunaux de deuxième degré.

Ces tribunaux, qui ont la même composition que ceux de premier degré, connaissent de l'appel des jugements des tribunaux de premier degré et directement sous les mêmes réserves qu'à l'article 11 précité,

1° De toutes les infractions considérées comme crimes par la coutume : attentats, faits de pillage, incendies volontaires, rapt, enlèvements et séquestrations de personnes, empoisonnements de puits, de citernes, sources et eaux potables, mutilations effectuées sur la personne humaine ;

2° Des faits de traite ;

3° Des infractions dont les auteurs ou les victimes sont certains indigènes (agents de l'autorité, chefs, assesseurs, militaires) ;

4° Des infractions commises au préjudice de l'Etat, de la colonie, ou d'une administration publique.

C — Le tribunal d'homologation.

Il se compose d'un Conseil d'Appel dont les deux assesseurs européens ont voix délibérative, assistés de deux assesseurs indigènes qui ont voix consultative et sont pris sur une liste de six notables établie comme pour les tribunaux de premier et deuxième degré.

L'article 25 du décret organique interdit expressément le pourvoi en cassation contre les jugements de

premier et deuxième degré, en présentant la procédure d'homologation comme destinée à le remplacer.

Enfin les articles 29 et 30, qu'il est nécessaire de reproduire ci-dessous, déterminent les cas dans lesquels le tribunal d'homologation est appelé à statuer :

Article 29. — « En matière répressive le Tribunal d'homologation est saisi d'office en vue de leur homologation, ou, s'il y a lieu, de leur annulation :

1° Des jugements contradictoires de tribunaux de deuxième degré, comportant des condamnations à une peine supérieure à trois années d'emprisonnement ou à cinq années d'interdiction de séjour ;

2° Des jugements des tribunaux de premier degré, comportant les mêmes condamnations quand il n'en a pas été fait appel ;

3° Des jugements de deuxième degré portant condamnation à une peine quelconque, pour infraction à la loi du 4 mars 1831 et au décret du 8 décembre 1924 sur la traite ;

4° Des jugements des mêmes tribunaux ayant prononcé contre des fonctionnaires indigènes, ou des indigènes exerçant soit les fonctions de chef de tribu ou de village, des peines égales ou supérieures à un an d'emprisonnement ou d'interdiction de séjour, ou à 500 frs d'amende, quelle que soit la nature de l'infraction.

5° Des jugements infligeant des peines dans les cas où la coutume ne prévoit pas de sanction pour l'infraction.

6° Des demandes en réhabilitation. »

Article 30. — « Le Procureur de la République peut, en outre, pour les motifs suivants, déférer aux tribunaux d'homologation les jugements rendus en matière répressive par les tribunaux de premier et de second degré,

1) Incompétence,

2) Vice de forme,

3) Application erronée de la peine,

4) Insuffisance d'éclaircissement sur certains points, ou erreurs manifestes.

« Les décisions rendues en suite de ce pourvoi, produisent leur effet à l'égard de toutes les parties, lorsque le pourvoi a été formé dans le délai d'un mois, à partir de la date de transmission au Procureur de la République de l'expédition du jugement ou des registres d'inscription des jugements.

« Après l'expiration de ce délai le pourvoi ne peut être formé que dans l'intérêt du condamné ou dans l'intérêt de la loi. »

D'après l'article 36 du même décret, la déclaration de pourvoi est faite par le Procureur de la République, soit d'office, soit sur la requête des parties ou de l'administration.

Enfin, le Tribunal d'homologation, qui jouit à cet égard d'un pouvoir souverain d'appréciation, peut homologuer, annuler avec renvoi (ou sans renvoi dans le cas de vice de forme) et ordonner dans tous les cas des compléments d'instruction.

Les Tribunaux musulmans, cadi et grands conseils, ont été maintenus par le décret organique ; mais ils n'ont aucune compétence en matière criminelle ou correctionnelle.

SECTION II :

LE RECOURS EN REVISION

Aucune disposition du décret du 2 avril 1927, ni aucun texte postérieur n'a expressément prévu, à la Côte Française des Somalis, le recours en revision.

La législation locale offre-t-elle cependant un moyen susceptible de réparer des erreurs judiciaires qui pour-

raient être commises par les différentes juridictions indigènes de la colonie ?

A — Jugements des tribunaux de premier et de deuxième degré.

Trois voies de recours possibles : l'appel des jugements de premier degré, porté devant les tribunaux de deuxième degré ; l'homologation des décisions énumérées sous l'article 29 du décret organique par le Tribunal d'homologation ; enfin, le pourvoi organisé par l'article 30.

Les deux premières de ces trois voies de recours n'offrent, au point de vue revisionnel, aucun intérêt. Elles sont exercées, en effet, contre des décisions qui ne sont pas définitives.

Reste le pourvoi de l'article 30, notamment lorsqu'il est formé par le Procureur de la République, sans limitation de délai, contre les jugements des tribunaux de premier et de deuxième degré, dans l'intérêt de la loi, ou dans l'intérêt du condamné.

Ce recours, du fait qu'il n'est plus soumis à un délai quelconque, s'apparente aux voies de recours prévues par les articles 441, 442, 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. Lorsqu'il est formé dans l'intérêt du condamné et fondé sur l'insuffisance d'éclaircissements sur certains points, ou sur des erreurs manifestes, il paraîtrait tenir lieu de recours en revision si l'imprécision des termes employés, qui laissent toute latitude au chef du Parquet pour exercer le pourvoi, ne le différenciait totalement de la procédure en revision, telle qu'elle est organisée par le Code d'Instruction Criminelle.

Toutes les objections qui ont été présentées au cours de l'étude de la législation indigène de l'Afrique Occidentale Française, et notamment l'absence des précau-

tions et des garanties destinées à éviter de porter trop fréquemment atteinte à l'autorité de la chose jugée, doivent être à nouveau soulevées. Il est dangereux d'assimiler le pourvoi de l'article 30 au recours en revision.

B — Arrêts du tribunal d'homologation.

Aucune voie de recours n'est possible contre les arrêts du tribunal d'homologation. Qu'il soit saisi du chef de l'article 29 ou du chef de l'article 30, du décret du 2 avril 1927, le Tribunal d'homologation ne peut, après avoir statué, revenir sur sa décision. Ces deux textes, en effet, à la différence de l'article 79 du Décret de 1931 concernant l'Afrique Occidentale Française, stipulent expressément que les pourvois ne peuvent être formés que contre les jugements des tribunaux de premier et de deuxième degré.

Si le législateur colonial a voulu conférer au tribunal d'homologation, une pleine souveraineté, il faut croire que les résultats ont dépassé sa volonté. La Cour de Cassation, dont on ne songera pas à nier la souveraineté, peut, à la faveur d'un recours en revision, revenir sur ses propres arrêts et rendre justice à un innocent. A la Côte Française des Somalis, si le tribunal d'homologation a été précédemment saisi, il devient impossible, quelle que soit la certitude de l'innocence d'un condamné, de réparer l'erreur judiciaire, regrettable pour la victime, certes, mais dangereuse au point de vue social, car la confiance des indigènes dans l'administration de la justice répressive risque fort d'être ébranlée. Devant ces conséquences inacceptables, nous concluons qu'à la Côte Française des Somalis, comme partout ailleurs, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, a le devoir de saisir la Cour de Cassation aux fins de revision.

CHAPITRE V

Iles Sous-le-Vent

La justice indigène dans l'Archipel des Iles Sous-le-Vent est régie par les décrets du 17 septembre 1897 (J. O. 21 septembre 1897) et du 14 décembre 1929 (J. O. 17 décembre 1929), ainsi que par les lois codifiées rendues exécutoires par l'arrêté du Gouverneur Général du 4 juillet 1917.

En ce qui concerne l'organisation de la justice indigène, il suffit d'indiquer qu'en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, les indigènes sont jugés d'après les lois indigènes par des juges indigènes nommés par le Gouverneur. Ces tribunaux sont, avec les juges de paix de Cochinchine (qui ne statuent qu'en matière de simple police), les seuls exemples de tribunaux répressifs de composition strictement indigène.

Les lois du pays ne peuvent être modifiées sans l'assentiment du Gouverneur à qui il appartient, par arrêté, de les rendre sensiblement plus conformes à la législation française.

Enfin le décret du 14 décembre 1929 prévoit un tribunal d'annulation également appelé Tribunal de Cassation, lequel, en principe, est présidé par le Juge de Paix à compétence étendue des Iles Sous-le-Vent.



Aucun texte ne prévoit le recours en revision ni le pourvoi en cassation, mais la procédure d'annulation n'est pas plus compatible aux Iles Sous-le-Vent qu'aux autres colonies, et pour les mêmes raisons, avec le pourvoi en cassation, et il faut en conclure que les indigènes ne peuvent se pourvoir devant la Cour Suprême. Ont-ils un moyen de faire tomber les jugements de condamnation ayant acquis force de chose jugée, lorsqu'un fait quelconque vient à prouver leur innocence ? L'annulation produit-elle les mêmes effets que la revision ? La réponse négative s'impose.

Possible seulement contre les décisions des tribunaux d'appel, ne pouvant être exercée par les parties, que dans un délai de dix jours à compter du jugement de la signification d'appel ou des délais d'opposition, et par l'Administrateur dans un délai de dix jours à compter de la présentation du jugement à son visa pour exécution, cette voie de recours n'est ouverte, par ailleurs, que pour le seul motif de la violation des lois codifiées ou des coutumes indigènes.

Ainsi les jugements des tribunaux de premier degré, contre lesquels appel n'a pas été interjeté ou ne pouvait l'être, acquièrent l'autorité de la chose jugée sans qu'aucune voie de recours extraordinaire permette de les attaquer. Enfin, les arrêts du tribunal d'annulation ne sont susceptibles d'aucun recours.

Comme pour les colonies précédemment étudiées, et pour les mêmes raisons, il faudrait conclure qu'en l'absence de toute garantie donnée aux indigènes, victimes d'une erreur judiciaire, le Garde des Sceaux a la possibilité, en vertu des pouvoirs très larges qui lui sont conférés par les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, de déférer à la Chambre Criminelle de

la Cour de Cassation, aux fins de revision, les jugements et arrêts des tribunaux indigènes des Iles Sous-le-Vent.

*
* *

Mais une autre solution paraît possible et préférable.

Ces Iles sont les seules de l'Archipel des Iles de la Société à posséder une législation indigène. Pourquoi appliquer aux indigènes des Iles Sous-le-Vent un régime différent de celui en vigueur partout ailleurs ? Ils ne sont cependant inférieurs à aucun point de vue aux autres indigènes des Archipels Océaniques. Leur culture intellectuelle, leur sens moral, sont aussi développés ; ils sont même supérieurs dans la persévérance et dans l'effort, et leur attachement à la France, pour être plus récent, n'en est pas moins fidèle et profond.

Au surplus, « les relations constantes entre Tahiti et les Iles Sous-le-Vent, la proximité relative des deux principaux Archipels des possessions françaises d'Océanie, les relations croissantes avec les blancs et plus particulièrement avec les commerçants européens, provoquent des conflits sans cesse renaissants et peuvent être la cause de complications multiples au détail desquelles les lois codifiées ne sauraient s'appliquer que d'une manière rudimentaire et imparfaite (1). »

Le mélange des races et des intérêts doit faire disparaître la dualité de la législation. Si la législation française est rendue applicable aux indigènes des Iles Sous-le-Vent, de deux choses l'une : ou le pourvoi en Cassation sera autorisé et par voie de conséquence le recours en revision ; ou des textes formels prohiberont le pourvoi en cassation, mais, dans ce dernier cas, les articles 441 et 442 du Code d'Instruction Criminelle, seront, com-

(1) Thèse Bonhoure, Paris 1915 : la propriété foncière dans les Etablissements français de l'Océanie.

me presque toujours, expressément réservés (voir notamment l'article 27 du décret du 9 juin 1896, cité à propos de Mayotte) et lorsqu'ils ne le sont pas, la jurisprudence les admet (1). Or, il semble qu'il serait possible de trouver dans ces textes et dans cette jurisprudence un argument d'analogie permettant l'application des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. Ne le serait-ce pas, la dépêche du 29 juin 1895 suffirait à admettre la recevabilité des demandes en revision devant la Cour de Cassation.

(1) Cass. 23 août 1883, B. Cri. 222 Pondichéry.

Cass. 22 novembre 1883, B. Cri. 263, Tribunal Supérieur de Pa-
peete.

Cass. 16 janvier 1891, B. Cri. 11, Nouméa.

CHAPITRE VI

Cochinchine

A — Juridictions indigènes.

Elles ont été supprimées par le décret du 25 mai 1881 qui les a remplacées par des tribunaux français ; cependant cette réforme a soulevé de si vives critiques de la part des indigènes (1), que le décret du 16 février 1921 (2) créa des justices de paix indigènes (sauf cependant à Hanoï, Haiphong et Tourane). Mais les juges de paix indigènes n'ont aucune compétence en matière criminelle et correctionnelle.

B — Juridictions françaises statuant en matière indigène.

1° Crimes commis par les annamites et assimilés : les articles 25 et suivants du décret du 16 février 1921 prévoient cinq cours criminelles, composées de trois magistrats et d'assesseurs indigènes.

2° Délits commis par les annamites et assimilés : ils

(1) Voir Solus, op. cit. p. 440.

(2) J. O. 24 février 1921.

sont déferés au Tribunal de première instance ou à un juge de paix à compétence étendue.

C — Législation applicable en matière indigène.

a) En matière pénale, d'après l'article 115 du décret, est applicable aux indigènes le Code français modifié par le décret du 31 décembre 1912, et pour les cas non prévus par le Code, la loi ou la coutume annamite (1).

b) La procédure en matière pénale est réglée par les articles 123 à 176 du décret qui renvoient à un grand nombre de textes du Code d'Instruction Criminelle.

Deux voies de recours extraordinaires paraissent avoir été prévues par le décret du 16 février 1921 : « les recours en annulation et en cassation ». Il s'agit donc de déterminer, d'une part, si ce recours en annulation, au cas où il pourrait être exercé en matière correctionnelle ou criminelle, n'est pas exclusif du pourvoi en cassation et si, d'autre part, le recours en revision des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle est possible.

Pour cela, il est nécessaire de partir des textes et d'en tenter une étude approfondie.

SECTION I :

RECOURS EN ANNULATION

L'article 172 du décret du 15 février 1921, est le texte applicable ; les rédacteurs, en procédant par renvoi

(1) Mérignhac, op. cit., p. 565.

à de vieux et nombreux textes, ne paraissent pas avoir obéi à un grand souci de clarté (1).

Article 172 : « Les demandes en annulation restent réglées par le titre II du décret du 25 juin 1879, modifié par l'article 28 du décret du 17 mai 1895 ; par les décrets du 12 juillet 1897 et 23 décembre 1906 ; enfin par le titre I, chapitre IV, du décret du 19 mai 1919. »

A noter une anomalie curieuse : le titre II du décret du 25 juin 1879 s'intitule : « Demandes en Cassation », alors que l'article 172 vise le recours en annulation, et bien que le titre I du décret de 1879 s'intitule « demandes en annulation... »

Le décret du 17 mai 1895 qui a modifié celui de 1879, dispose, article 28 (2) :

« Les jugements rendus en dernier ressort par les Tribunaux de simple police et les Tribunaux de première instance statuant en matière indigène, peuvent être attaqués devant la Cour d'Appel par la voie de l'annulation dans les formes et conditions déterminées ci-après :

.....

« Sont applicables aux arrêts de la Cour, statuant en matière indigène, les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, du décret du 7 mars 1863 et celles du Titre II du décret

(1) On ne peut mieux faire que citer à cet égard l'opinion de M. Solus, dans son ouvrage sur la condition des indigènes en droit privé, p. 545 (en note).

« Le régime auquel est soumis le pourvoi en cassation en Indochine n'a pas été exposé par le décret du 16 février 1921, avec une suffisante clarté. Cette observation et ce reproche ne sont pas d'ailleurs spéciaux au pourvoi en cassation. D'une façon générale, le décret d'organisation judiciaire de 1921 a eu le tort de grouper et d'enchêtrer les dispositions qui concernent la justice française et la justice indigène, aussi bien les territoires annexés que les pays de protectorats ».

(2) B. O. 1895, N° 1712.

du 25 juin 1879, concernant les recours en Cassation. »

Il faut donc se reporter à ces deux décrets : article 5, §1^{er}, décret du 7 mars 1868 (1) : « le recours en cassation est ouvert contre les arrêts rendus par les tribunaux français de la Cochinchine en matière civile et commerciale. En matière criminelle, le recours en cassation n'est ouvert que dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'Instruction Criminelle. »

Quant au décret du 25 juin 1879, titre II, il promulgue en Cochinchine une série de textes du Code d'Instruction Criminelle : articles 416 à 440, articles 441 et 442 ; mais il ne parle pas des demandes en revision prévues par les articles 443 et suivants. Nous reviendrons sur ce texte dans un moment.

Le décret du 28 décembre 1906, visé par l'article 172 précité, est sans grand intérêt.

Enfin, le Chapitre IV, du décret du 19 mai 1919, dont l'objet est d'instituer à Saïgon une Chambre d'annulation pour toute l'Indochine, dernier texte visé par l'article 172, dispose :

Article 17 : « Cette Chambre d'annulation connaît des pourvois formés contre les jugements rendus en dernier ressort par les justices de paix ou les tribunaux statuant en matière de simple police, ou par les mêmes tribunaux statuant en matière civile indigène. »

Ainsi, l'étude du recours en annulation, qui n'est ouvert ni en matière correctionnelle ni en matière criminelle, sort du cadre de ce travail. Mais, par suite de la rédaction défectueuse de l'article 172 du décret du 16 mai 1921, il était indispensable pour arriver à cette conclusion d'étudier les textes visés par ledit article.

(1) B. O. 1868, N° 1586.

SECTION II :

POURVOI EN CASSATION

L'article 173 du décret du 16 mai 1921 est le texte qui gouverne la matière.

Primitivement, cet article était rédigé de la façon suivante :

« Sous réserve de ce qui a été dit pour les pourvois en annulation aux articles 131 et 172, le recours en cassation est ouvert au Ministère Public, au condamné, à la Partie Civile, aux personnes civilement responsables, contre les arrêts et jugements en dernier ressort rendus par les *Cours et Tribunaux Français d'Indochine, en matière criminelle et correctionnelle*, dans les formes et suivant les règles actuellement en vigueur dans la Métropole. »

Ce texte permettait donc le pourvoi en cassation contre les décisions des Tribunaux français, même rendues en matière indigène, correctionnelle ou criminelle.

Mais un décret du 20 juin 1927 (1) (non modifié sur ce point par le décret du 24 juin 1927) dont l'importance paraît avoir été méconnue, a modifié ce texte qui est, désormais, ainsi rédigé :

« Sous réserve... ..contre les arrêts et jugements en dernier ressort rendus par les *Cours et Tribunaux d'Indochine, en matière française, criminelle et correctionnelle...* »

D'après le rapport de présentation, précédant le décret, ses rédacteurs n'ont voulu qu'interdire aux parties de se pourvoir en cassation « contre les décisions des juridictions annamites du Tonkin ».

Sous l'empire du décret de 1921, on admettait, en effet, que l'article 121 permettait aux parties de se pourvoir en cassation pour excès de pouvoir contre les ar-

(1) J. O. 23 juin 1927.

rêts de la deuxième Chambre de la Cour d'Appel d'Hanoï, juridiction supérieure en matière indigène au Tonkin.

Mais « les justiciables annamites, processifs à l'excès, toujours disposés à épuiser toutes les voies de recours possibles, n'hésitaient pas à se pourvoir en cassation, sans aucun discernement, contre les arrêts de la deuxième Chambre de la Cour d'Appel d'Hanoï, rendus en matière pénale » (1), et ce, malgré une jurisprudence contraire qui avait restreint ce pourvoi à la matière civile (2).

Le décret du 20 juin 1927 a modifié, à la fois, l'article 121 et l'article 173 et n'ouvre le recours pour excès de pouvoir contre les arrêts de la deuxième Chambre de la Cour d'Appel d'Hanoï, qu'au Procureur Général, agissant sur les instructions formelles du Chef du service judiciaire, tant en matière pénale qu'en matière civile. Mais la nouvelle rédaction de l'article 173, a également pour résultat d'interdire le pourvoi en cassation en matière indigène dans toute l'Indochine, car cet article est général et ne distingue entre les différents ressorts.

Les rédacteurs du décret du 20 juin 1927, s'ils n'ont pas manqué le but qu'ils s'étaient fixé, l'ont largement dépassé.

Cependant il convient d'ajouter que le moyen d'irrecevabilité tiré du nouvel article 173, ne paraît pas avoir été soulevé devant la Cour de Cassation, qui statue toujours sur les pourvois contre les décisions des juridictions françaises de l'Indochine statuant en matière indi-

(1) Cf. Rapport de Présentation du décret du 20 juin 1927 (J. O. 23 juin 1927).

(2) Cass. Crim. irrec. 18 octobre 1926 (Dar. 1928 page 170).

gène, autres que celles de la deuxième Chambre de la Cour d'Appel d'Hanoï (1).

On peut donc considérer qu'il faut suivre l'esprit du décret du 20 juin 1927 et non la lettre.

SECTION III :

RECOURS EN REVISION

Pas de recours en annulation, pourvoi en cassation douteux, il serait étonnant que dans ces conditions le recours en revision des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle fût possible.

L'article 174 du décret du 16 mai 1921 paraît régler la question :

Article 174 : « Pour les autres procédures réglées par le Code d'Instruction Criminelle Métropolitain, il sera fait application dudit Code avec les modifications résultant des lois et décrets actuellement en vigueur ».

Les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle ont-ils été promulgués, avec ou sans modification, en Cochinchine ?

Le décret du 25 juin 1879, révisé et repris sur ce point par le décret du 16 mai 1921, promulgue en Cochinchine, dans le Titre II, intitulé « Les demandes en Cassation », une série de textes du Code d'Instruction Criminelle et notamment les articles 416 à 440, puis 441 à 442, visant les pourvois en cassation, mais est muet en ce qui concerne les articles 443 et suivants.

Cette omission est-elle voulue et rentre-t-elle dans

(1) Le pourvoi pour violation de la loi applicable en matière indigène n'est pas toujours recevable. Cette question a donné lieu à d'abondantes discussions doctrinales et paraît résolue aujourd'hui dans le sens indiqué par M. Solus dans sa note sous un arrêt de la Cour de Cassation du 29 octobre 1928 (S. 1929. I. 41) « la loi indigène est-elle rédigée, visée ou promulguée par la puissance publique française, le contrôle de la Cour de Cassation est possible. Au cas contraire, l'appréciation de la loi indigène se ramène à la constatation d'un fait, et, comme tel, échappe au contrôle de la Cour de Cassation. »

Cf. également Cass. Req. 5 juillet 1899 (D. P. 1902. I. 193 et note Levillain).

« les modifications résultant des lois et décrets actuellement en vigueur » prévues par l'article 174 du décret de 1921 ?

On remarquera que les articles du Code d'Instruction Criminelle qui sont promulgués par le Titre II intitulé « des demandes en Cassation », du décret de 1879, constituent le Chapitre II du Titre III du Code d'Instruction Criminelle, chapitre intitulé également « des demandes en cassation ». Les demandes en revision forment au contraire un chapitre distinct du Code d'Instruction Criminelle.

Dans ces conditions il faut penser que les rédacteurs du décret de 1879 n'ont visé dans leur titre II que le pourvoi « vulgaire » en cassation et n'ont pas voulu exclure, en ne le mentionnant pas, le recours en revision.

Quant au décret du 20 juin 1927, dont la rédaction malheureuse pourrait avoir pour résultat de rendre impossible le pourvoi en cassation, il constitue, à n'en pas douter, la « modification résultant des lois et décrets actuellement en vigueur » prévue par l'article 174 précité. Mais cette interdiction du pourvoi en cassation ne peut être étendue au recours en revision et ce, pour deux raisons.

D'abord, parce que la prohibition du pourvoi en cassation résulte d'un texte dont le sens demeure douteux et qu'une interprétation restrictive doit en restreindre les effets au pourvoi vulgaire des parties et non au recours en revision exercé d'ordre du Ministre de la Justice.

Ensuite, parce que les principes généraux de la revision et les pouvoirs du Garde des Sceaux en la matière suffisent à légitimer l'application des articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, sur tout le territoire français, dès que la possibilité d'une erreur judiciaire se manifeste.

CHAPITRE VII

Laos

Il y a au Laos un souverain protégé, le roi de Luang-Prabang. Mais son autorité, d'ailleurs fictive, ne s'étend que sur une faible partie du territoire. Aussi, dans le reste du Laos, la souveraineté appartient-elle, sans partage, à l'Etat protecteur, et les indigènes du Laos doivent-ils être considérés comme sujets français (1).

Les Codes de l'organisation judiciaire du Laos ont été promulgués par arrêté du Gouverneur Général du 5 septembre 1927 et constituent aujourd'hui la charte de l'organisation judiciaire de la colonie.

Les tribunaux indigènes du Laos appliquent le droit indigène, tel qu'il résulte de l'arrêté précité du 5 septembre 1927, et ne jugent que les indigènes natifs du Laos.

A — Les Tribunaux de premier degré, composés d'un président assisté d'un assesseur qui n'a voix que consultative, connaissent, en matière répressive en dernier ressort des contraventions les moins graves, et en premier ressort, des délits et des contraventions punis d'une peine de prison.

B — Les Tribunaux provinciaux, dits du deuxième

(1) Solus, *op. cit.*, p. 42 ; Dar. *traité*, p. 45.

degré, composés d'un commissaire du Gouvernement (chef de province), d'un assesseur indigène et d'un greffier, connaissent des faits qualifiés crimes et de l'appel des jugements en premier ressort des Tribunaux du premier degré.

C — Enfin, le Tribunal supérieur, composé d'un Haut Magistrat de la Cour d'Appel, président, de deux assesseurs, l'un laotien, l'autre français, tous deux hauts fonctionnaires, est tribunal d'appel des jugements des tribunaux du 2^e degré, et tribunal d'annulation (pour incompétence, excès de pouvoir et violation des lois laotiennes), pour toutes les affaires jugées en dernier ressort par les Tribunaux des 1^{er} et 2^e degré.

L'existence du tribunal d'annulation exclut le pourvoi en cassation.

Le code de procédure pénale applicable au Laos prévoit et régit le « pourvoi en revision » dans les termes suivants :

Section I — Conditions d'exercice — Formes

Article 167 : Les demandes en revision spéciales aux matières correctionnelles et criminelles, ne peuvent se produire que lorsque toutes autres voies de recours ne sont pas possibles.

Les condamnés seuls peuvent user de cette voie de recours. Elle n'est ouverte ni aux personnes civilement responsables, ni aux plaignants.

Art. 168 : Il ne peut y avoir lieu à revision d'un jugement passé depuis un temps plus ou moins long en force de chose jugée que pour une erreur de fait, dont la preuve peut résulter :

1^o De deux condamnations successivement intervenues pour le même fait, contre deux individus différents dont la culpabilité est inconciliable.

2^o De la condamnation prononcée à raison d'un

faux témoignage, ayant entraîné la condamnation dont la revision est demandée.

3° De l'existence constatée de la personne pour l'homicide de laquelle condamnation a été prononcée.

4° De la révélation ou de la production de faits ou de documents nouveaux de matière à démontrer l'innocence des condamnés.

Art. 169 : Les demandes en revision peuvent être formées par le condamné lui-même ou par les personnes habiles à le représenter dans les conditions prévues au présent code...

Elles peuvent être formées même après le décès du condamné par ses ascendants ou par ses descendants.

Art. 170 : Le pourvoi en revision est instruit par une requête déposée ou par une déclaration faite, à cet effet, au Greffe du Tribunal Supérieur, avec l'exposé des faits, l'indication de la date à laquelle a été rendu le jugement dont la revision est demandée et de la juridiction qui l'a prononcé ; toutes pièces à l'appui doivent y être jointes.

Ce pourvoi en revision est instruit et jugé par le Tribunal Supérieur dans les mêmes formes que le pourvoi en annulation.

Section II — Effets du pourvoi en revision

Art. 171 : Le pourvoi en revision a pour effet de remettre en question tout ce qui a été jugé dans la sentence qui fait l'objet du pourvoi.

Art. 172 : Le Tribunal Supérieur doit examiner tout d'abord si le pourvoi est recevable et s'il s'appuie sur l'un des quatre cas prévus ci-dessus.

Art. 173 : Si le pourvoi a été valablement fait, et s'il est possible de procéder à de nouveaux débats, soit devant la juridiction qui a prononcé le jugement dont la revision est demandée, celle-ci étant différemment com-

posée avec d'autres magistrats, soit dans le cas contraire, devant une autre juridiction du même ordre, le Tribunal Supérieur, après avoir annulé le jugement, renverra la cause en conséquence en désignant ainsi qu'il vient d'être dit, la juridiction qui devra en connaître.

Art. 174 : La juridiction ainsi saisie procèdera à nouveau à l'instruction complète de l'affaire, en tenant compte des éléments qui auront déterminé l'admission du pourvoi et qui devront faire l'objet de toutes les investigations et donner lieu à toutes mesures utiles d'information.

Le jugement qui intervient ensuite est soumis à toutes les règles et produit toutes les conséquences d'un jugement ordinaire.

Art. 175 : S'il est devenu impossible de procéder à de nouveaux débats dans les conditions où ont eu lieu ceux du jugement révisé, dans le cas notamment de décès ou de disparition d'un ou de plusieurs condamnés, ou d'un ou de plusieurs autres intéressés au procès, comme aussi en cas de prescription de l'action ou de la peine, le Tribunal Suprême procèdera lui-même à l'instruction et au jugement de l'affaire, d'après les documents qui lui seront fournis ou indiqués par les demandeurs en revision et ceux qu'il puisera aux anciens dossiers de la cause, et par tous autres moyens utiles.

Art. 176 : Le Tribunal Supérieur peut, au cours de l'instruction à laquelle il procède ainsi, désigner des experts pour toutes constatations et tous examens dont ils dresseront un rapport suivant les formes légales.

Il peut de même ordonner des enquêtes, lesquelles auront lieu devant un de ses membres délégué à cet effet et dont procès-verbal établi par le Greffier sera joint au dossier.

Art. 177 : La juridiction de renvoi de même que le Tribunal Supérieur, en cas d'innocence reconnue d'un condamné, peut ordonner qu'il lui sera alloué de justes

dommages-intérêts, lesquels seront supportés par la partie civile si celle-ci est reconnue responsable de la condamnation, et dans le cas contraire, par le Trésor.

* * *

Les articles 167, 168 et 169 reprennent les textes du Code d'Instruction Criminelle et n'appellent aucune observation.

Par contre, l'article 170 innove sur plusieurs points. Il faut noter en premier lieu la disposition de la procédure administrative du recours en revision : dans la métropole, les demandes en revision non fondées, qui sont l'immense majorité, font l'objet, après examen, d'une décision de rejet de la part du Ministre de la Justice. Quelques-unes seulement sont soumises à l'appréciation de la Commission de Revision. Très peu parviennent à la Cour de Cassation ; lorsque la Chambre Criminelle est saisie, elle se trouve en possession du dossier de procédure, et du dossier de l'enquête administrative diligentée sur la demande en revision, qui lui permettent de statuer rapidement en constatant que l'affaire est en état. Ainsi les affaires de revision n'embarrassent pas le rôle de la Cour Suprême.

Au Laos, au contraire, les demandes en revision sont formées directement devant le Tribunal Supérieur qui est chargé de les instruire et de les juger. Et si l'on tient compte de l'esprit processif des indigènes, il est à craindre que ces affaires, ou bien ne fassent l'objet que d'un examen sommaire, ou bien accaparent le Tribunal au détriment d'autres affaires.

Il n'existe pas, par ailleurs, de pourvoi formé d'office par la plus haute autorité judiciaire, comme le pourvoi d'office du Garde des Sceaux en France. C'est peut-être une lacune regrettable, car ce pourvoi d'office n'est généralement formé qu'à bon escient. On aurait pu,

semble-t-il, confier au chef du service judiciaire de l'Indochine, ou au Gouverneur Général, le soin d'en apprécier l'opportunité.

Les autres articles du Code de Procédure Pénale du Laos suivent les directives du Code d'Instruction Criminelle.

Mais il est remarquable de noter qu'une réforme depuis longtemps réclamée en France a été introduite au Laos : c'est la suppression du délai d'un an pour former et instruire les demandes en revision.

Battambang, Sienreap, Sisophon

Ces trois territoires cédés à l'Etat Français par le Siam, en vertu du traité Franco-Siamois du 23 mars 1907, sont territoires français.

Mais leur situation géographique particulière n'a pas permis de leur donner une législation spéciale. Ils se présentent, en effet, comme des enclaves françaises dans le protectorat du Cambodge et les indigènes, s'ils possèdent en droit la qualité de sujets français, sont en fait assimilés aux protégés Cambodgiens desquels ils ne se différencient pas.

Aussi, la Justice indigène des trois territoires est-elle la même que la justice indigène du protectorat du Cambodge, et, comme telle, ne rentre pas dans le cadre de notre étude.

CHAPITRE VIII

Afrique Equatoriale Française

La justice indigène en Afrique Equatoriale Française est régie par le décret du 29 mai 1936 (J. O. 12 juin 1936).

Pour tout ce qui concerne la définition des indigènes justiciables des tribunaux indigènes, l'organisation et la compétence des tribunaux de premier degré, les textes sont identiques à ceux de l'Afrique Occidentale Française, précédemment étudiés.

Les tribunaux de deuxième degré ont la même composition que les tribunaux criminels de l'Afrique Occidentale Française, et connaissent des mêmes crimes et délits. En outre, ils font fonction de juridictions d'appel des jugements des tribunaux de premier degré.

SECTION I :

DE L'HOMOLOGATION

Les jugements des tribunaux de premier et deuxième degré ne sont pas susceptibles de pourvoi en cassation (article 35), mais il est institué, au chef-lieu de l'Afrique Equatoriale Française, une Chambre d'Homologation, composée du Président de la Cour d'Appel ; de deux fonctionnaires du cadre des Administrateurs des

colonies et de deux suppléants, tous désignés au début de chaque année par le Gouverneur Général, après avis du Chef du Service Judiciaire ; de deux notables indigènes et de deux suppléants choisis dans les mêmes conditions. Les notables n'ont que voix consultative ; les fonctions de Ministère public sont remplies par le Procureur Général ou son substitut.

Il n'y a pas lieu, en Afrique Equatoriale Française, d'examiner les procédures d'homologation et d'annulation qui n'étaient utiles à connaître que lorsque la procédure en revision n'étant pas expressément prévue, se posait la question de savoir si la législation locale offrait, dans tous les cas, le moyen de réparer les erreurs judiciaires qui peuvent être commises.

*
* *

SECTION II :

LE RECOURS EN REVISION

Le décret du 29 mai 1936 organise, en effet, une procédure de revision semblable à celle prévue par le Code d'Instruction Criminelle de la Métropole.

§ 1^{er}. — Les textes

Le décret du 29 avril 1927, portant réorganisation de la justice indigène en Afrique Equatoriale Française, contenait déjà une disposition aux termes de laquelle la Chambre d'homologation statuerait sur les demandes en revision dans les conditions prévues par les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. Mais l'interprétation de ce texte soulevait un grand nombre de difficultés. Il est difficile de rendre applicable, en matière indigène, un texte du Code d'Instruction Criminelle, sans l'avoir modifié au préalable pour le mettre en harmonie avec la législation locale. Les demandes en

revision, après avoir été inscrites au Ministère de la Justice, devaient-elles suivre le cours de la procédure administrative et, au cas d'admission, le jugement de condamnation dont la revision était demandée, devait-il être déféré, sur l'ordre du Garde des Sceaux, à la Chambre d'homologation aux fins de revision ? Était-ce, au contraire, le Ministre des Colonies ou même le Gouverneur Général qui devait recevoir les demandes en revision ? Mais dans ce cas, que devenait la Commission de Revision ?

Ou bien, dernière hypothèse, le rédacteur du décret de 1927 avait-il voulu que la Chambre d'homologation, remplaçant à la fois dans le rôle qui leur est assigné par le Code d'Instruction Criminelle, le Ministre de la Justice, la Commission de Revision, la Cour de Cassation, statuât en toute souveraineté sur les demandes en revision ? Mais le Ministère Public avait-il le droit de rejeter « de plano » les demandes non fondées ou bien la Chambre d'homologation devait-elle statuer par jugement sur toutes les demandes, même sur celles dont le caractère injustifié ne faisait aucun doute ? (Nous avons vu qu'au Laos des règles analogues à celles envisagées dans cette hypothèse régissent les demandes en revision).

Cette insuffisance manifeste de textes a conduit le législateur colonial à reprendre toute la procédure en revision dans le décret du 29 mai 1936 et à instituer pour la colonie quelques règles particulières que nous allons examiner.

Il est nécessaire de reproduire l'article 35 du décret qui gouverne la matière.

Article 35. — « La Chambre d'homologation statue souverainement sur les demandes en revision relatives, soit aux jugements rendus par les tribunaux de premier et de deuxième degré, soit à ses propres arrêts.

« Le droit de demander la revision appartiendra,

dans les trois premiers cas prévus par l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle,

« 1° Au Gouverneur Général,

« 2° Au condamné, ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal selon sa coutume,

« 3° Après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, ou à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

« Dans le quatrième cas, au Gouverneur Général seul, qui statuera, après avoir pris l'avis du Conseil d'Administration.

« La chambre spéciale sera saisie par le Procureur Général en vertu de l'ordre exprès que le Gouverneur Général aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

« La demande sera non recevable, si elle n'a pas été inscrite au Gouvernement Général ou introduite par le Gouverneur Général, sur la demande des parties, dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision.

« Si le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit, à partir de la transmission de la demande, par le Gouverneur Général à la Chambre spéciale.

« Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue par le Président de la Chambre spéciale dès que la Chambre aura été saisie ou par arrêt de la Chambre.

« L'affaire sera instruite comme en matière d'annulation ; la Chambre pourra prescrire, toutes mesures qu'elle jugera utiles, à mettre la vérité en évidence.

« L'arrêt d'où résultera l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aura causé sa condamnation.

« Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants.

« La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

« Les dommages-intérêts seront à la charge de la Colonie, sauf son recours contre le dénonciateur ou le faux témoin, par la faute duquel la condamnation aura été prononcée. Ils seront payés comme frais de justice indigènes.

« L'arrêt de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera mentionné en marge du jugement de condamnation et inscrit en entier sur le registre des jugements en cours au siège du Tribunal qui a rendu le jugement révisé. Il sera notifié aux intéressés, par le Gouverneur Général de la région d'origine du condamné, par les moyens du publicité dont dispose l'Administration locale, en matière administrative indigène. »

*
* *

§ 2°. — Les différences avec les textes du Code d'Instruction Criminelle

Ainsi le législateur colonial a reproduit, à quelques variantes près, les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. La Cour de Cassation est remplacée par la Chambre d'Homologation, le Ministre de la Justice par le Gouverneur Général et la Commission de Revision par le Conseil d'Administration de la Colonie.

Le Gouverneur Général n'a, d'ailleurs, pas des pouvoirs aussi étendus que le Garde des Sceaux ; le paragraphe dernier de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle, qui donne au Ministre de la Justice, lorsque le condamné se trouve en état de détention, le pouvoir de suspendre l'exécution de sa condamnation, a été modifié par le décret du 29 mai 1936. Le texte correspon-

dant de l'article 35 n'attribue ce droit qu'au Président de la Chambre d'homologation lorsque celle-ci est saisie, ou à la Chambre elle-même. Si le condamné n'est pas en état de détention, la suspension de l'exécution de la condamnation est, comme en France, de droit, à partir de la transmission du dossier de l'affaire à la Chambre d'homologation.

Cette modification de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle, peut porter gravement atteinte au condamné innocent qui purge sa peine, si l'affaire vient à subir quelque retard.

Le § 1^{er} de l'article 445 du Code d'Instruction Criminelle n'est également pas exactement reproduit et la rédaction du paragraphe correspondant de l'article 35 du décret peut donner lieu à quelques difficultés.

Le décret stipule : « L'affaire sera instruite comme en matière d'annulation. » Le terme « instruite » semble viser la procédure qui précède l'arrêt de la Chambre d'homologation, mais vise-t-il celle qui suit cet arrêt ? En d'autres termes, le renvoi devant le Tribunal dont la décision est contestée ou devant un autre tribunal, possible en matière d'annulation (article 40) l'est-il en matière de revision ? Ou bien la Chambre d'homologation statue-t-elle, dans tous les cas, en évoquant l'affaire ? Cette dernière solution paraît plus conforme à la lettre et à l'esprit du texte qui, d'une part, ne prévoit aucun renvoi et qui, d'autre part, précise que la Chambre d'Homologation statue « souverainement » sur les demandes en revision. Enfin, parmi les mesures que la Chambre peut ordonner pour « mettre la vérité en évidence », il faut placer la comparution des parties prévue par l'article 40 relatif à l'annulation.

De nouveaux débats peuvent s'engager devant la Chambre d'homologation alors qu'ils ne s'engageraient en France que devant la Cour de renvoi.

L'article 35 du décret ne reproduit pas la disposition

de la loi du 8 juin 1895 aux termes de laquelle « dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation ou des faits donnant ouverture à revision serait antérieure à la présente loi les délais fixés pour l'introduction de la demande, courront à partir de sa promulgation (1). » (Art. 447 du C. I. C.).

Cette remarque est sans intérêt pratique aujourd'hui, puisque le décret a été promulgué il y a plus d'un an et que de toute façon la forclusion serait acquise pour ceux qui ont eu connaissance du fait donnant ouverture à revision plus d'un an avant sa promulgation, même si celui-ci avait contenu une disposition semblable à celle de l'article 447 du Code d'Instruction Criminelle.

Mais il est permis de regretter que cette disposition n'ait pas été introduite dans le décret et qu'ainsi toute une catégorie de condamnés ait été privée, sans raison, du bénéfice d'une loi dont l'application devrait cependant être aussi large que possible, du moins lorsque l'erreur judiciaire est certaine.

*
* *

§ 3^e. — Les difficultés. — La question du délai d'un an

Il n'est pas dans notre intention d'examiner toutes les difficultés que peuvent soulever les textes relatifs aux demandes en revision puisque ces textes sont communs à la Métropole et à la colonie et que d'éminents auteurs y ont déjà consacré des études approfondies.

(1) Le décret du 13 décembre 1932 qui a organisé au Cameroun une procédure en révision analogue à celle de l'Afrique Equatoriale Française, avait reproduit la disposition de l'article 447 du C. I. C. sous la forme suivante : « Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation ou des faits donnant ouverture à révision, serait antérieure au présent décret, les délais fixés pour l'introduction de la demande courront à partir de sa promulgation. »

Telle, par exemple, la notion de fait nouveau en matière de revision (1).

Il est cependant un texte sur lequel une jurisprudence récente de la Cour de Cassation a ramené l'attention, c'est le § 4 de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle qui dispose : « La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au Ministère de la Justice ou introduite par le Ministre de la Justice sur la demande des parties dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision. »

Le décret du 29 mai 1936 a introduit ce texte en Afrique Equatoriale Française, en remplaçant le Garde des Sceaux par le Gouverneur Général et la Cour de Cassation par la Chambre d'homologation. Mais les mêmes difficultés d'interprétation ne manqueront pas de s'élever et il est intéressant, à cette occasion, d'essayer de définir la jurisprudence actuelle de la Cour Suprême.

I. — LE DELAI D'UN AN EST GENERAL

Les travaux préparatoires de la loi du 8 juin 1895, la rédaction ambiguë de l'article 444, § 4 du Code d'Instruction Criminelle, avaient engendré de multiples controverses, notamment sur le point de savoir si le délai d'un an s'appliquait au § 1^{er} de l'article 443 et si le législateur avait voulu modifier à cet égard la loi de 1867 qui n'en fixait aucun. Certains admettaient que le droit du Garde des Sceaux était imprescriptible et, en conséquence, aucun délai ne pouvait limiter son action du chef du § 4 (2).

(1) Cf. thèse J. Pinatel, Paris 1935.

(2) Voir dans le sens du caractère général de la forclusion : Berlet, de la réparation des erreurs judiciaires, page 78 ; Escoffier, la revision des procès criminels, n° 65 ; Fazy, op. cit. page 80 ; Le Poitevin, Rev. penit. 1895 page 953, 970 et 974. Dans le sens au contraire de l'imprescriptibilité du droit du Ministre de la Justice dans le qua-

Un arrêt de la Cour de Cassation, de 1905, avait cependant déjà penché pour la négative : « en vain, écrit M. Hugueney, la doctrine essayait-elle de la retenir. » (1)

La Chambre Criminelle a définitivement pris parti, sur tous ces points, « la prescription d'un an prévue par le Code d'Instruction Criminelle, décide-t-elle dans de nombreux arrêts, s'applique à tous les cas de revision indistinctement ; elle est d'ordre public, il ne saurait y être dérogé ». (2)

Il faut donc considérer, aujourd'hui, que le délai est général et absolu, qu'il s'applique à tous les cas de revision indistinctement qu'il s'agisse des trois premiers cas prévus par l'article 443, pour lesquels le droit de demander la revision appartient à la fois au Ministre de la Justice, au condamné ou à ses représentants légaux, ou du quatrième cas spécifié par ce texte, pour lequel ce droit est exclusivement réservé au Ministre de la Justice.

II. — DIES A QUO ET DIES AD QUEM

La seule difficulté qui subsiste, en ce qui concerne l'interprétation qu'il convient de donner au §4 de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle, est la détermination des points de départ et d'arrivée du délai d'un an.

1°) Le Ministre n'agit pas d'office.

Dans les trois premiers cas prévus dans l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle, et seulement lorsque le Ministre agit sur la demande des parties, il paraît incontestable que le délai d'un an court du jour où les par-

trième cas de révision ; Sevestre, de la révision des procès, page 210 et suivantes ; Leloir, Code d'Instruction Criminelle annoté, article 444. n° 2 ; Rec. Sirey 1899. I. 473 et 1907. I. 369, notes J.-A. Roux.

(1) Rev. Penit. 1933 page 95.

(2) Cass. Ch. Cri. 8 décembre 1932 B. Cri. N° 254 ; Cass. Ch. Cri. 15 décembre 1933 B. Cri. N° 241.

ties ont eu connaissance du fait donnant ouverture à revision, pour aboutir à la lettre par laquelle le Ministre de la Justice transmet la demande à la Cour de Cassation. La demande des parties doit être inscrite au Ministère de la Justice dans le délai d'un an ; mais le Garde des Sceaux doit, lui-même, se hâter de saisir la Cour de Cassation avant l'expiration de ce même délai. Cela résulte du texte même de l'article 444 qui dispose que lorsque le Ministre de la Justice agit sur la demande des parties, la demande doit être inscrite au Ministère de la Justice ou introduite par le Ministre, dans le délai d'un an, à dater du jour où les parties ont eu connaissance du fait donnant ouverture à revision.

La date à laquelle l'autorité publique a eu connaissance du fait invoqué par les parties est, dans notre hypothèse, sans intérêt puisque le Ministre agit comme simple agent de transmission. L'alternative « ou » du § 4 de l'article 444 n'a pas d'autre objet que de permettre au Ministre de la Justice de rejeter les demandes formées après l'expiration de ce délai, puisque « a fortiori » elles seraient irrecevables devant la Cour.

2°) Le Ministre agit d'office.

L'hypothèse la plus fréquente c'est le quatrième cas prévu par l'article 443 du Code d'Instruction Criminelle, la revision pour fait nouveau pour laquelle le droit d'agir n'appartient qu'au Ministre de la Justice.

Nous avons vu que d'après la Jurisprudence le délai d'un an s'applique à ce cas comme aux autres ; il faut donc en déterminer les points de départ et d'arrivée.

Notons qu'en pratique, le Ministre est presque toujours saisi par une requête des parties qui lui signalent le fait nouveau, ou qu'elles estiment tel, en lui demandant d'user du droit que lui confère l'article 443, § 4 du Code d'Instruction Criminelle. Mais il est nécessaire de distinguer avec soin cette supplique, qui, même fondée, n'obli-

ge pas le Garde des Sceaux à agir puisqu'il en a seul le droit, de la « demande des parties » au sens où l'entend le § 4 de l'article 444, demande qui, une fois vérifiée, oblige le Ministre de la Justice à saisir la Chambre Criminelle.

Puisque dans notre hypothèse le droit de demander la révision n'appartient qu'au Ministre de la Justice, il serait logique que le délai d'un an ne courût que du jour où l'autorité publique a eu connaissance du fait nouveau : c'est-à-dire du jour de l'inscription de la requête à la Chancellerie ou, s'il n'y a pas de requête, du jour de l'ouverture du dossier.

Mais la Cour de Cassation prend toujours en considération la supplique des parties qu'elle paraît assimiler, en ce qui concerne le délai, à la « demande des parties » au sens où l'entend le § 4 de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle.

A — Arrêts de 1905 et de 1914

La revision avait été demandée en vertu du § 4 de l'article 443. Le Garde des Sceaux agissait donc d'office et usait d'un droit qui n'appartient qu'à lui seul.

Mais les parties avaient saisi la Chancellerie plus d'un an après qu'elle avaient eu connaissance du fait nouveau et les demandes furent déclarées irrecevables par la Cour Suprême dans les termes suivants :

Arrêt de 1914 :

...« Attendu que c'est seulement à la date du 16 juin 1914 que le Ministre de la Justice a reçu la demande en revision portée par lui devant la Cour de Cassation ; qu'à l'époque où cette requête lui est parvenue, plus d'un an s'était écoulé depuis... (le fait nouveau). » (1)

(1) Cass. Ch. Cr. 22 octobre 1914 — B. Cr. n° 400.

Arrêt de 1905 :

« Attendu que c'est seulement à la date du 18 janvier 1904 que Grosdidier a, en vue d'une demande en revision qui a été introduite par M. le Garde des Sceaux le 27 juillet suivant, invoqué à la fois le fait et produit la pièce.

« Qu'ainsi à l'époque où il a sollicité le Ministre de la Justice, Grosdidier connaissait depuis plusieurs années le fait. » (2)

Ces deux arrêts fixent le point de départ du délai d'un an au jour de la connaissance par les parties du fait nouveau et le point d'arrivée au jour de l'enregistrement au Ministère de la Justice. Cette solution nous paraît trouver son explication dans la confusion que nous avons signalée entre la « demande » des parties prévue par les trois premiers cas de revision, demande qui oblige le Garde des Sceaux à agir, et la « supplique » que les parties adressent au Garde des Sceaux lorsqu'elles invoquent le quatrième cas de revision pour lequel seul le Garde des Sceaux a le droit d'agir.

Déclarer la demande irrecevable, lorsque, dans cette dernière hypothèse, les parties ont attendu plus d'un an pour saisir le Ministre, c'est déclarer prescrit un droit qui n'existe pas. Dans le quatrième cas de revision, seul le Garde des Sceaux paraît pouvoir être atteint par la forclusion puisque le droit n'appartient qu'à lui seul. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la solution de la Jurisprudence.

B — Arrêt Girodolle

« Attendu, dit la Cour, que du seul rapprochement des dates 17 août 1928, à laquelle la demande en revision a été enregistrée au Ministère de la Justice, et 31 mai 1932, à laquelle a été formée à la Cour de Cassation la deman-

(2) Cass. Ch. Cri. 10 février 1905 — S. 1907. I. 369 ; B. Cri. N° 69.

de en revision, il ressort que la demande a été introduite après l'expiration du délai d'un an. » (1)

Dans cette affaire, la Cour ne prend pas en considération la date de la requête des parties. Celle-ci, en l'espèce, n'était pas datée.

Mais elle déclare la demande irrecevable parce que le Garde des Sceaux a laissé expirer le délai d'un an qui lui est imparti à dater du jour de l'inscription au Ministère de la Justice, pour saisir la Cour.

De ces divers arrêts, il résulte :

a) D'une part, que le délai d'un an s'impose aux parties ;

b) D'autre part, que le délai d'un an s'impose au Ministre.

Le délai serait donc double et, en fait, il pourrait s'écouler deux ans entre la date de la connaissance par les parties du fait nouveau et la date d'introduction de la demande devant la Cour de Cassation. Un doute, cependant, devait naître sur le bien fondé de cette interprétation après un arrêt rendu le 8 décembre 1932 que nous allons examiner et qui paraît exiger qu'un an seulement se soit écoulé entre les deux dates limites ci-dessus précisées.

C — Arrêt Platon

— Date de la connaissance du fait nouveau par le demandeur : novembre 1923.

— Date d'inscription au Ministère de la Justice : juillet 1926.

— Introduction de la demande devant la Cour de Cassation : 19 février 1930.

« Attendu, dit la Cour, que du seul rapprochement de ces dates, novembre 1923, juillet 1926, de la date du 19 février 1930 à laquelle a été formée devant la Cour de

(1) Cass. Ch. Cri. 15 décembre 1933 B. Cri. N° 241.

Cassation la demande en revision, il ressort que cette demande a été introduite après l'expiration du délai d'un an, imparti par l'article 444, § 4 du Code d'Instruction Criminelle ; qu'elle ne saurait dès lors, être accueillie. » (1)

Deux dates, 1923 et 1926, sont rapprochées d'une troisième, 1930.

Le point d'arrivée du délai est ici le jour de l'introduction de la demande devant la Cour de Cassation, bien qu'en l'espèce les parties aient saisi la Chancellerie plus d'un an après avoir eu connaissance du fait nouveau, et que la demande eût été irrecevable même si la Cour avait placé le point d'arrivée du délai d'un an au jour de l'inscription de la requête au Ministère de la Justice.

Quant au point de départ du délai, l'arrêt ne le précise pas : il peut être fixé soit à la date à laquelle les parties ont eu connaissance du fait nouveau (1923), soit à la date de l'enregistrement de la requête au Ministère de la Justice (1926).

Dans cette deuxième hypothèse le délai ne courrait que contre le Ministre et du jour de l'enregistrement de la requête. Cette solution serait en harmonie avec la jurisprudence de l'arrêt Girodolle.

Mais on ne voit pas pourquoi l'arrêt ferait état de la connaissance par les parties du fait nouveau ; en outre, la jurisprudence de 1905 et de 1914 est formelle, la forclusion peut incomber aux parties. Au surplus, pourquoi la Cour aurait-elle fait supporter au seul Ministre de la Justice la forclusion, alors que le requérant était lui-même forclos ?

On est donc ramené à la première hypothèse qui fait courir le délai du jour de la connaissance par les parties du fait nouveau, le point d'arrivée étant, nous le rappe-

(1) Cass. Ch. Cri. 8 décembre 1932 B. Cri. 1932 page 254.

lons, la date d'introduction de la demande devant la Cour de Cassation.

Cette solution est contraire aux arrêts de 1905 et de 1914, mais elle a l'avantage de ne pas soulever les objections que nous avons présentées à leur sujet. Le point de départ du délai serait une circonstance probablement inconnue du Ministre, qui seul peut agir ; mais si l'on considère que le délai prévu par l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle est moins une prescription qu'un délai préfixe, on conçoit que ce délai puisse courir contre une personne qui ne peut agir, parce qu'elle ignore son droit. Le vieil adage : « *contra non valentem agere, non currit praescriptio* » ne saurait trouver ici son application. Si les parties attendent plus d'un an pour adresser leur requête, le délai se trouvera fatalement dépassé, mais c'est la demande du Ministre qui sera non recevable et non la simple requête des parties.

Par contre, cette solution du délai unique soulève de graves objections. Le Garde des Sceaux perdrait toute possibilité pratique d'apprécier le bien fondé des requêtes qui lui seraient adressées peu de temps avant l'expiration du délai. Après un avis, peut-être un peu rapide, de la Commission de Revision, il ne lui resterait que la ressource de saisir, sans aucune enquête préalable, la Chambre Criminelle de toutes les requêtes en revision qu'il recevrait ; dans ces conditions le rôle de la Cour de Cassation risquerait, à l'avenir, d'être considérablement surchargé.

Au surplus, cette solution ouvrirait la porte à l'arbitraire. Pour éviter, en effet, la forclusion encourue par la faute des parties, le Ministre de la Justice disposerait, s'il le désirait, d'un moyen qui enlèverait toute efficacité au délai qui court avant l'inscription au Ministère de la Justice : il lui suffirait, dans sa lettre au Procureur Général près la Cour de Cassation, de ne pas mentionner la

Requête des Parties et la forclusion contre celles-ci ne pourrait plus jouer.

Devant les inconvénients que provoque une interprétation littérale de l'arrêt Platon, nous estimons qu'il est nécessaire d'examiner cet arrêt à la lumière de la Jurisprudence antérieure de la Cour Suprême et de conclure que les parties ont un an pour saisir le Ministre de la Justice qui dispose lui-même d'un an pour instruire la requête et saisir la Cour.

L'arrêt Platon ne contredit pas expressément cette solution et la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 27 janvier 1938, dans une affaire Mir Mohamed-Lahousine ben Aomar, (1) n'a-t-elle pas déclaré recevable — sans mentionner, il est vrai, la date d'enregistrement au Ministère de la Justice — une demande en revision formée d'ordre du Garde des Sceaux alors que le fait nouveau avait été connu par les parties dès le 15 avril 1936 et que la demande n'a été introduite devant la Cour, que le 30 juillet 1937 ?



Ainsi la Chambre d'homologation, qui statuera désormais en Afrique Equatoriale Française, sur les demandes en revision, devra se prononcer sur toutes les difficultés que soulève en France cette voie de recours extraordinaire. Pour celles qui sont actuellement résolues par la Cour Suprême, nous ne doutons pas que les magistrats coloniaux ne se rangent à l'avis de leurs collègues métropolitains ; mais pour celles sur lesquelles la Cour Suprême ne paraît pas avoir encore fixé sa jurisprudence, il est probable, sinon certain, que l'interprétation donnée par la Chambre d'homologation sera différente de celle donnée par la Cour Suprême. Tel sera le cas, par exemple, en cette matière si délicate, du délai.

(1) J. O. 16 mars 1938.

*
* *

La Chambre d'homologation statue, dit le décret du 29 mai 1936, « souverainement », il ne peut donc être question de déférer à la Cour de Cassation un arrêt de la Chambre d'homologation, pas plus en matière de revision qu'en tout autre matière. On a fait valoir, à l'appui de cette interdiction, d'excellentes raisons que nous avons précédemment examinées.

Mais lorsque la Chambre d'homologation statue sur un texte qui est exactement le même que celui en vigueur dans la Métropole, et sur lequel la Cour de Cassation a fondé sa jurisprudence, cette interdiction du pourvoi en cassation conduit à cet étonnant résultat de voir, sur le territoire français, le même texte souverainement interprété de façons différentes par différentes juridictions.

Nous avons déjà signalé la même difficulté à propos des Tribunaux répressifs spéciaux des Comores et dépendances. Mais tandis qu'aux Comores nous avons admis la possibilité d'un pourvoi devant la Cour Suprême du chef de l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle, cette solution s'avère impossible en Afrique Equatoriale Française. La seule interdiction du pourvoi vulgaire des parties n'aurait pas suffi pour prohiber le pourvoi formé d'ordre du Garde des Sceaux du chef de l'article 441, mais puisque le législateur colonial a réservé aux juridictions coloniales la connaissance des pourvois en revision, matière la plus favorable à la compétence de la Cour Suprême il paraît impossible d'admettre la recevabilité du pourvoi dans l'intérêt de la loi formé d'ordre du Garde des Sceaux, conformément aux dispositions de l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle. Au surplus, il ne semble pas qu'une décision rendue en matière de revision, même par une juridiction coloniale, puisse faire l'objet d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi, surtout si ce pourvoi est étendu à l'intérêt du condamné. Aucune

incertitude ne doit, en effet, s'attacher à un arrêt de revision.

Les divergences de jurisprudence qui ne manqueront pas de se produire condamnent le système du décret du 29 mai 1936.

CHAPITRE IX

Togo et Cameroun

Nous avons indiqué dans notre première partie (chapitre I, section II) que les territoires de ces deux pays sous mandat ne sont pas des territoires français, mais qu'en fait, la souveraineté française s'y étend sans partage. Dans ces conditions, nous avons admis le droit du Garde des Sceaux de demander la revision des jugements et arrêts des décisions rendues par les juridictions indigènes de ces pays sous mandat.

*
* *

SECTION I :

TOGO

Le décret du 21 avril 1933 (J. O. 27 avril 1933), modifié par le décret du 12 janvier 1936 (J. O. 6 février 1936), reproduit intégralement, avec les adaptations de détail nécessaires, les dispositions du décret du 3 décembre 1931, modifié par les décrets des 8 septembre 1934 et 5 juin 1935, réorganisant la justice indigène en Afrique Occidentale Française.

Toutes les observations que nous avons présentées au

cours de l'examen de la législation de cette colonie sont donc à reprendre pour le Togo. Il suffit d'y renvoyer.

SECTION II :

CAMEROUN

La justice indigène au Cameroun a été réorganisée par le décret du 31 juillet 1927 (J. O. 6 août 1927) qui a reproduit, « mutatis mutandis », le décret du 29 avril 1927, réorganisant la justice indigène en Afrique Equatoriale Française, et par le décret du 13 décembre 1932 (J. O. 1^{er} janvier 1933) qui a organisé au Cameroun la procédure de revision telle qu'elle devait être introduite en Afrique Equatoriale Française, par le décret du 29 mai 1936.

En conséquence, comme pour le Togo, il est inutile d'insister plus longuement sur les difficultés que soulèvent les textes précités, puisqu'elles ont été toutes examinées à propos de l'Afrique Equatoriale Française.

CONCLUSION

Nous avons soutenu que le Garde des Sceaux pouvait user du droit de demander la revision sur tous les territoires sur lesquels s'exerce sans partage la souveraineté française ; que seule la Cour de Cassation possédait assez d'autorité et d'indépendance pour statuer sur les demandes en revision et casser des décisions de justice passées en force de chose jugée ; nous avons montré qu'aucune raison — juridique ou autre — ne pouvait s'opposer à l'application en matière coloniale indigène, de la procédure prévue par les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle.

Mais cet effort ne constitue qu'une tentative doctrinale et en raison de la jurisprudence formelle de l'arrêt de principe du 18 décembre 1936, rendu par la Cour Suprême dans l'affaire Naranina et tous autres, cette étude ne présenterait aucune utilité pratique si nous ne propositions une réforme de la législation en vigueur en ces matières. Il serait vain d'espérer un revirement de jurisprudence d'autant plus que l'initiative du recours n'appartenant pas aux parties — du moins dans la majorité des cas — il est possible que la Chancellerie ne saisisse plus la Cour Suprême des demandes en revision

formées en matière indigène, puisque ces demandes sont irrecevables.

Dans quel sens la réforme devra-t-elle être faite ? Le législateur doit partir d'un principe d'équité et de bon sens qui ne souffre aucune objection : les droits de l'innocence injustement condamnée doivent recevoir partout les mêmes garanties ; on ne saurait admettre que les indigènes en fussent privés, sous le fallacieux prétexte qu'ils seraient justiciables de juridictions spéciales, instituées, d'ailleurs, dans leur intérêt. Partant, la procédure en revision doit être la même, sur tout le territoire français, « quelle que soit la juridiction qui ait statué ».

On pourrait songer à l'extension du système déjà en vigueur en Afrique Equatoriale Française et au Cameroun ; cette solution aurait le mérite d'être d'une réalisation simple et rapide. Mais elle se heurterait aux inconvénients multiples que nous avons examinés au Chapitre VIII de notre deuxième partie.

Aussi, il nous paraît plus satisfaisant de déclarer applicable aux décisions rendues par des juridictions répressives coloniales indigènes, la procédure prévue par le Code d'Instruction Criminelle et les lois postérieures. Cette solution présenterait l'incontestable avantage de ne pas aller à l'encontre des principes fondamentaux de la procédure en revision.

Le Garde des Sceaux retrouverait ses fonctions de souverain appréciateur du bien fondé de toutes les demandes, fonctions qu'il tient d'une coutume plusieurs fois séculaire et qu'aucun texte n'a formellement contredites.

La Cour de Cassation reprendrait le rôle qui ne peut appartenir qu'à elle seule en matière de revision. Les plus hautes garanties seraient ainsi offertes aux indi-

gènes injustement condamnés ; atteinte ne serait portée à l'autorité de la chose jugée uniquement dans les cas où la rigueur des principes doit ployer devant les exigences de l'équité ; l'unité de jurisprudence, indispensable en matière de revision, serait assurée.

Si la solution que nous proposons était adoptée, il serait nécessaire d'abroger « in parte qua » les décrets des 29 mai 1936 et 13 décembre 1932 concernant l'Afrique Equatoriale Française et le Cameroun.

Enfin, nous devons encore écarter deux objections qui pourraient nous être présentées.

Le rôle de la Chambre Criminelle est déjà très chargé et la procédure nouvelle risquerait de l'encombrer davantage. La réponse est facile : la Chambre Criminelle est actuellement saisie d'une dizaine de demandes en revision par an ; il ne semble pas que l'admission des demandes en revision en matière indigène puisse augmenter ce nombre de façon très sensible.

Au surplus, le crible de la procédure administrative à laquelle pourrait peut-être collaborer, avec le concours des Parquets coloniaux, le Ministre des Colonies, permettrait le rejet de la majorité des demandes.

La deuxième objection viserait le délai d'un an. Déjà très court pour la France Métropolitaine, il serait insuffisant en matière coloniale. Il pourrait être répondu, à cela, que la Chancellerie parvient à instruire dans le délai qui lui est imparti, les demandes en revision formées contre des décisions coloniales rendues en matière française.

Cependant, nous inclinerions à penser qu'il serait utile de modifier sur ce point, le paragraphe 3 de l'article 444 du Code d'Instruction Criminelle ; mais ne serait-il pas préférable de mettre à profit cette occasion pour procéder à un nouvel examen de ce texte et pour

décider, par exemple, qu'en toute matière, le droit du Garde des Sceaux est imprescriptible ?

Nous ne pouvons, dans le cadre de notre étude, que poser la question.

VU :

Le Doyen,
E. ALLIX.

VU

et permis d'imprimer,
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

VU :

Le Président de la thèse,
HUGUENEY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PRELIMINAIRE	11
L'affaire Ramanankoraisina	11
1. — Les faits	11
2. — L'arrêt	12

PREMIERE PARTIE — PARTIE GENERALE

Chapitre I ^{er} . — Le fondement du droit du Garde des Sceaux et le rôle de la Cour de Cassation	17
Section I : Le fondement du droit du Garde des Sceaux	18
Section II : De l'exercice du droit du Garde des Sceaux en matière coloniale	28
Section III : Du rôle de la Cour de Cassation ..	32
Chapitre II. — Portée pratique de l'arrêt du 18 décem- bre 1936	43
Section I : La dépêche du 29 juin 1895	43
Section II : Demandes en revision et pourvoi en cassation	50

DEUXIEME PARTIE — LA LEGISLATION SPECIALE A CHAQUE COLONIE

Chapitre I. — L'Afrique Occidentale Française	55
Section I : Les tribunaux répressifs indigènes ..	56
Section II : Le recours en revision	61
Section III : La jurisprudence	67

Chapitre II. — Madagascar et dépendances	71
Section I : Les tribunaux répressifs indigènes ..	71
Section II : Le recours en revision	74
Section III : La jurisprudence	75
Chapitre III. — Archipel des Comores.	79
Section I : Le régime du décret de 1905	80
Section II : Le régime actuel	81
§ 1 : Le pourvoi en cassation	81
§ 2 : Le recours en revision	83
Chapitre IV. — Côte Française des Somalis	85
Section I : Les tribunaux répressifs indigènes ..	85
Section II : Le recours en revision	88
Chapitre V. — Iles Sous-le-Vent	91
Chapitre VI. — Cochinchine	95
Section I : Le recours en annulation	96
Section II : Le pourvoi en cassation	99
Section III : La demande en revision	101
Chapitre VII. — Laos	103
Battambang, Sienreap, Sisophon	109
Chapitre VIII. — Afrique Equatoriale Française	110
Section I : De l'homologation	110
Section II : Le recours en revision	111
§ 1 : Les textes	111
§ 2 : Les différences	114
§ 3 : Les difficultés : la question du délai d'un an	116
Chapitre IX. — Togo et Cameroun	128
CONCLUSION	131

